



CTB RD CONGO



# RAPPORT DES RESULTATS 2013

PROJET UCAG-MINAGRI 10 154 11



<b>ACRONYMES</b> .....	<b>4</b>
<b>1 APERÇU DE L'INTERVENTION</b> .....	<b>5</b>
1.1 FICHE D'INTERVENTION .....	5
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE .....	6
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE .....	6
1.3.1 <i>Pertinence</i> .....	6
1.3.2 <i>Efficacité</i> .....	7
1.3.3 <i>Efficiéce</i> .....	7
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i> .....	7
1.4 CONCLUSIONS .....	8
<b>2 MONITORING DES RESULTATS</b> .....	<b>10</b>
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE .....	10
2.1.1 <i>Contexte général</i> .....	10
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i> .....	12
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i> .....	13
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i> .....	20
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME .....	22
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	22
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	22
2.2.3 <i>Impact potentiel</i> .....	23
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1 .....	24
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	24
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	24
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	25
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2 .....	26
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	26
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	26
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	27
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3, 4 ET 5 .....	31
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	31
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	32
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	32
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 6 .....	40
2.6.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	40
2.6.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	40
2.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	40
2.7 THEMES TRANSVERSAUX .....	42
2.7.1 <i>Genre</i> .....	42
2.7.2 <i>Environnement</i> .....	42
2.7.3 <i>VIH-SIDA</i> .....	44
2.8 GESTION DES RISQUES .....	45
<b>3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE</b> .....	<b>49</b>
3.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES .....	49
3.2 RECOMMANDATIONS ET ANALYSE .....	50
3.3 ENSEIGNEMENTS TIRES .....	52

<b>4</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>53</b>
4.1	CRITERES DE QUALITE .....	53
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	57
4.3	CADRE LOGIQUE DTF .....	59
4.4	APERÇU DES MORE RESULTS.....	64
4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) ».....	66
4.6	RAPPORT BUDGET GLOBAL .....	70
4.7	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION .....	73
4.8	LISTE DES INDICATEURS REDEFINI EN 2012 .....	75
4.9	LISTE DES MISSIONS EFFECTUEES EN 2013.....	76
4.10	LISTE DES ATELIERS & FORMATIONS DISPENSEES EN 2013.....	85

## Acronymes

<b>APV3</b>	Appui à la Production Végétale (3 <sup>ème</sup> Phase)
<b>ASS2</b>	Appui au Secteur Semencier (2 <sup>ème</sup> Phase)
<b>ATI (N)</b>	Assistant Technique International (National)
<b>CARG</b>	Conseils agricoles et ruraux de gestion
<b>CCQ</b>	Comité de Contrôle de la Qualité
<b>COMPAR</b>	Comité des Partenaires
<b>CSC</b>	Cahier Spécifique des Charges
<b>CTB</b>	Coopération Technique belge
<b>DAPP</b>	Direction d'Analyse, de la Prospection et Planification
<b>DGCD</b>	Directorat Général de la Coopération au Développement
<b>DSCR</b>	Document de Stratégie de la Croissance et de la Réduction de la Pauvreté
<b>DSG</b>	Direction des Services Généraux (voir aussi DAF)
<b>DTF</b>	Dossier Technique et Financier du projet/programme
<b>FED</b>	Fonds Européen de Développement
<b>MAF</b>	Manager administratif et financier
<b>MAPE</b>	Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Élevage
<b>MINCIR</b>	Ministère de la Coopération Internationale et Régionale
<b>MINAGRIDER</b>	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
<b>MP</b>	Marché public
<b>MTR</b>	Mid Term Review
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PAIDECO</b>	Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Communautaire
<b>PARRSA</b>	Projet d'Appui à la Réhabilitation et la Relance du Secteur Agricole
<b>PIC</b>	Programme Indicatif de Coopération
<b>PRODADET</b>	Programme de Développement Agricole et Désenclavement de la Tshopo
<b>PRODAKK</b>	Programme de Développement Agricole du Kwilu & Kwango
<b>PRODEPAAK</b>	Programme de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture Artisanal dans le Katanga
<b>PSE</b>	Planning, Suivi et Evaluation
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>RC</b>	Renforcement des Capacités
<b>RDC</b>	République Démocratique du Congo
<b>RR</b>	Représentant Résident
<b>SdS</b>	Structure de Supervision
<b>SG</b>	Secrétaire ou Secrétariat Général
<b>SMCL</b>	Structure Mixte de Concertation Locale
<b>SWOT</b>	Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats
<b>TdR</b>	Termes de Référence
<b>UCAG</b>	Unité Conjointe d'Appui à la Gestion
<b>VVOB</b>	Flemish Association for Development Cooperation and Technical Assistance

# 1 Aperçu de l'intervention

## 1.1 Fiche d'intervention

N° d'intervention DGCD	NN 3010551
Code Navision CTB	RDC 10 154 11
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage
Durée de l'intervention	48 mois pour l'exécution (60 mois à partir de la signature de la CS)
Date de l'intervention	Septembre 2011
Contribution du pays partenaire	350.000 euros
Contribution belge	6.500.000 euros
Secteur (codes CAD)	Gouvernance et société civile- Administration Publique- 15040
Objectif global	Les capacités du Ministère central et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel.
Objectif spécifique	Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration.
Résultats	<p>R1 L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle</p> <p>R2 Les capacités des équipes des projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée des programmes et des projets avec transfert de compétences aux structures décentralisées et déconcentrées</p> <p>R3 Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R4 Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R5 Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R6 Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorés</p>

## 1.2 Exécution budgétaire

RESULTATS	BUDGET	2011	2012	2013	DEPENSES TOTALES au 31/12/2013	SOLDE	Taux Dépenses Cumulé
R1	€ 3.634.866	€ 259.596	€ 874.421	€ 902.519	€ 2.036.536	€ 1.598.330	56,03%
R2	€ 420.000		€ 36.463	€ 108.217	€ 144.680	€ 275.320	34,45%
R3	€ 239.337		€ 19.384	€ 25.243	€ 44.627	€ 194.710	18,65%
R4	€ 1.413.927		€ 68.403	€ 369.270	€ 437.673	€ 976.254	30,95%
R5	€ 478.673		€ 11.077	€ 189.570	€ 200.647	€ 278.026	41,92%
R6	€ 103.198	€ 669	€ 1.458	€ 5.156	€ 7.283	€ 95.915	7,06%
Suivi / Evaluation	€ 210.000		€ 10.354	€ 13.147	€ 23.500	€ 186.500	11,19%
<b>TOTAUX</b>	<b>€ 6.500.000</b>	<b>€ 260.264</b>	<b>€ 1.021.559</b>	<b>€ 1.613.121</b>	<b>€ 2.894.945</b>	<b>€ 3.605.055</b>	<b>44,54%</b>

Sur un budget de 6.500.000€, les dépenses totales au 31/12/2013 s'élèvent à 2.894.944,85€ soit un taux d'exécution de 45% à mi-parcours. Ce taux d'exécution est en phase avec les prévisions du projet d'autant plus que toutes les réhabilitations ne sont pas encore terminées et/ou doivent encore être décidées (C\_02\_03).

La planification financière 2013 est le résultat d'un travail collégial de l'ensemble des cellules de l'Ucag Minagri et des coresponsables. La planification Q1 validée fin janvier 2013 était de 1.476.270€ alors que le montant des dépenses s'élève finalement à 1.613.100€ pour un taux de réalisation de 109%. Les résultats de l'année 2013 sont par ailleurs complètement en phase avec le DTF puisque celui-ci prévoit un montant de 1.639.350€ pour la 2<sup>ème</sup> année. Pour l'année 2014 le montant total des dépenses prévues (1.660.000€) est similaire à 2013 et conforme aux prévisions du DTF pour la 3<sup>ème</sup> année.

## 1.3 Autoévaluation de la performance

### 1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	2

Le projet UCAG-MINAGRI a toute sa raison d'être aujourd'hui (et demain). En effet, la coordination sectorielle au niveau de l'Agriculture est essentielle afin que les projets & programmes mis en œuvre dans les différentes provinces aient tous une approche d'intervention harmonisée et complémentaire. Le développement du secteur agricole, au niveau national, ne peut pas être tangible si les interventions et les appuis avancent de manière discontinue et non coordonnée.

De plus, dans le processus de la décentralisation, l'appui de l'UCAG-MINAGRI, au niveau des Ministères Provinciaux, des Inspections provinciales et des instances de concertation, telles les CARG, est déterminant pour que le mandat des autorités provinciales soit effectif et que les services régaliens d'encadrement au développement du monde agricole soient les plus pertinents possibles. De mettre où remettre une administration de proximité est un élément essentiel pour que les acteurs puissent évoluer dans un cadre propice au développement et où des problèmes provinciaux peuvent être résolus par des solutions provinciales.

L'UCAG-MINAGRI permet aussi une capitalisation des activités et résultats de l'ensemble de l'intervention, en quelque sorte une mémoire institutionnelle du secteur et joue l'interface entre les différentes parties prenantes impliquées dans le développement de l'Agriculture en RD Congo.

Toutefois, cette pertinence du projet et des actions menées par l'UCAG-MINAGRI ne peut être complète que par un vrai engagement des bénéficiaires et une appropriation réelle ces actions.

### 1.3.2 Efficacité

	Performance
<b>Efficacité</b>	3 pour objectif spécifique 2 pour les résultats

L'efficacité du projet UCAG-MINAGRI peut être vue de différents angles surtout si nous nous concentrons sur l'objectif spécifique qui stipule que les Ministères (central et province) devraient assurer le suivi et gestion du PIC 2010-13. Cet objectif n'est pas atteint à ce jour car le contexte dans lequel l'UCAG évolue aujourd'hui ne lui permet pas de faire plus dans cette direction. Des aspects, tels que la décentralisation effective, une véritable réforme de l'administration et de la fonction publique dans son ensemble, ainsi que les aspects de renforcement des capacités des agents de l'Etat, sont autant de points fondamentaux pour atteindre l'objectif spécifique.

Toutefois, d'un point de vue des résultats, l'efficacité donne de meilleures performances. En effet, les agents sont partiellement volontaires de faire leur devoir et de rendre service aux populations qu'ils sont censés encadrer. Les Ministères Provinciaux et les Inspections Provinciales sont très réceptives à l'appui de l'UCAG-MINAGRI dans la mesure de leur cadre de travail, les moyens de fonctionnement et le renforcement des capacités leur donnent « du baume au cœur » pour (re)trouver une raison d'être et de se rendre au travail avec une feuille de route et en quelque sorte le sens du devoir accompli.

### 1.3.3 Efficience

	Performance
<b>Efficience</b>	2

Le projet UCAG-MINAGRI a investi de manière ciblée et efficiente par rapport aux besoins spécifiques des bénéficiaires. A cet effet, l'étude de base avait donné une bonne orientation sur le renforcement en « hard » et en « soft » pour que les résultats soient les plus palpables et efficaces possibles. Les planifications financières sont exécutées en moyenne à plus de 90% sur l'ensemble de l'année 2013 ce qui donne un indicateur appréciable de cette efficience.

L'UCAG-MINAGRI a pris quelques retards, par rapport au planning opérationnel de 2013, dans la mise en œuvre des réhabilitations (qui vont continuer en 2014) car l'appropriation et l'implication des autorités provinciales est un critère clé pour que le début effectif des cahiers des charges puisse avoir le feu vert.

Dans le cadre du renforcement des capacités, l'UCAG-MINAGRI a élaboré des Accords d'Exécution avec les Inspections Provinciales, sous l'autorité du Secrétaire Général de l'Agriculture. Ces Accords font l'objet d'un budget d'appui (et pas de substitution au budget de l'Etat) pour la mise en œuvre du plan, et aujourd'hui nous confirmons que les tranches, qui ont été débloquées, ont été utilisées à bon escient permettant de réaliser les activités préconisées et de fait contribuer aux mandats de la fonction publique provinciale. Pour 2014, il est envisagé que les programmes PRODAKK et PRODAKOR puissent s'inscrire dans ces AE de la Province du Bandundu et du Kasaï Oriental respectivement et de facto créer une complémentarité entre UCAG et programmes en établissant un fil rouge entre le renforcement des capacités au niveau provincial, territoire et secteur.

### 1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
<b>Durabilité potentielle</b>	3

D'un point de vue de durabilité, les actions menées évoluent dans un contexte difficile, comme évoqué au paragraphe 1.3.2 sur l'efficacité du projet. Ces actions pourraient être plus durables si le rajeunissement des agents de l'Etat, si l'Etat donnait un budget de fonctionnement aux différentes entités décentralisées et déconcentrées et si les responsabilités et l'engagement des agents de l'Etat étaient plus palpables et réalistes.

En ce qui concerne, le renforcement des capacités en « hard », celui-ci est accompagné à chaque fois par des modalités de gestion (résultat 4 des Accords d'Exécution) afin que les agents utilisent les équipements (informatique, communication, motos, vélos, bureaux, etc.) de manière responsable et en

« bon père de famille ».

D'un point de vue durabilité du projet UCAG, la performance tendrait plutôt vers une notation 4, car juste après le démarrage de l'UCAG en Novembre 2011, il était déjà évoqué de fermer ce projet (ainsi que les deux autres) sans pour autant avoir évalué ou compris le rôle et la valeur ajoutée (par rapport au portfolio) d'un tel dispositif dans le cadre de la coopération Belge en RD Congo.

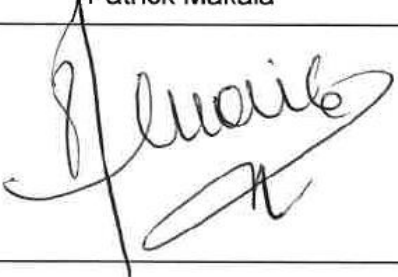

## 1.4 Conclusions

En guise de conclusion sur les points qui seront évoqués dans ce rapport de résultat de 2013, en reflétant les critères d'auto-évaluation de la performance et les activités menées au cours de l'année 2013, on peut évoquer cette vue d'ensemble sous-forme de cinq grands aspects :

1. L'équipe de l'UCAG-MINAGRI a fonctionné de manière discontinue en 2013 dû principalement au départ de ATI MAF en février 2013, de l'Expert volant Genre en mars 2013, de l'ATN Communication en Juin 2013 et enfin du départ de l'ATI MP en Août 2013. Le MAF a été remplacé dans la foulée grâce à une solution proposée par la représentation de la RD-Congo et l'UCAG-MINAGRI. De plus, comme la solution avait été anticipée bien avant le départ du MAF, il y a eu une vraie passation des dossiers et donc la transition s'est faite de manière optimale. Concernant, l'Expert Genre son recrutement a duré plus que prévu, par manque de compétence/connaissances des candidats, et c'est seulement début décembre que celui-ci sera opérationnel au sein de l'Equipe UCAG-MINAGRI. Pour le chargé de communication, l'avis de recrutement vient seulement d'être lancé et son affectation ne pourra certainement se faire qu'au début 2014. Pour les Marchés Publics, les dossiers et l'équipe ont été repris par le chargé ATI de l'UCAG-MINIDER et aujourd'hui fonctionne comme une seule cellule à cheval sur les deux UCAG.
2. L'UCAG-MINAGRI a effectué un grand nombre des missions de terrain (46 voir détail annexe 4.8) et de travail de proximité dans les quatre provinces du PIC (plus Katanga). Les projets ASS2 et APV3 sont sous la coordination de l'UCAG-MINAGRI depuis mi-Août 2013 (avec le départ des chefs de projet ATI) et donc elle assure les planifications, la mise en œuvre des activités et le suivi au quotidien. De plus, l'UCAG-MINAGRI assure aussi un suivi rapproché du projet PRODEPAKK étant donné que ce projet est aussi sans chef de projet ATI depuis le début 2103. Le suivi de la prolongation du PAIDECO-Tshopo et l'attribution de l'ensemble des marchés publics et des activités permettront d'avoir une clôture « honorable » de ce projet mi-2104. Enfin, l'UCAG-MINAGRI a accompagné le démarrage du PRODAKK depuis le début 2013 et celui du PRODAKOR depuis Septembre 2103.
3. Dans le cadre du renforcement des capacités, des accords d'exécution ont été signés avec les Inspections Provinciales de l'Agriculture. L'objectif principal de l'accord (identique pour les quatre provinces) est d'appuyer les autorités provinciales à mettre en œuvre les activités pour 2013 afin de contribuer à l'atteinte des sept résultats fixés dans des plans d'action élaborés en Mars 2013. La planification est axée sur la mise en œuvre des activités régaliennes des IPAPEL, Ministère et CARG en fonction de leur mandat. Il s'agit de réaliser un programme pour lequel l'administration s'approprie l'intégralité des activités à mener et ainsi répondre plus directement aux besoins des populations rurales. Ces Accords d'Exécution seront reconduits en 2104, mais avec la complémentarité des programmes PRODAKK dans la Province du Bandundu et du PRODAKOR dans la Province du Kasaï Oriental
4. L'ensemble des réhabilitations prévues dans l'étude de base est finalisé ou en cours d'exécution. Ces réhabilitations font l'objet aussi d'un appui en matériel (informatique, moto, vélo, bureaux, etc.) afin de donner un cadre de travail optimal, afin de remettre une administration en service et au final de répondre au besoin des populations. Chaque IPAPEL sera aussi constituée d'une salle informatique (avec accès internet), d'une salle de réunion équipée d'un projecteur et ordinateur pour assurer des réunions, ateliers, etc. De plus, l'IPAPEL possédera un centre de documentation avec des livres techniques spécialisés dans les divers domaines liés à l'Agriculture et à son développement. Le tout est couplé avec des plans de gestion et d'utilisation des équipements et infrastructures.



5. Le plan de formation a été élaboré pour l'ensemble des agents de l'Etat que l'UCAG-MINAGRI appui dans le cadre des Résultats 3, 4 & 5. Ce plan, comportant huit différentes formations sera mis en œuvre au cours de l'année 2014 afin d'assurer un renforcement des capacités concret pour le personnel central et provincial. Outre, ce plan global, plusieurs formations ont eu lieu, notamment, une formation en Leadership pour les Ministres Provinciaux, les Inspecteurs Provinciaux et les Directeurs Nationaux. Une formation en Planification, Suivi & Evaluation a été disposée, en collaboration avec des collègues CTB-Burundi, aux agents de la DAPP, SNSA et SNV au niveau Central et provinciale. Des formations informatiques sont en cours d'exécution pour l'ensemble des agents IPAPEL, conseillers des ministères provinciaux et coordonnateur de CARG, afin d'avoir les premières notions lors de l'utilisation des matériels informatiques prévus par l'UCAG-MINAGRI.

Fonctionnaire exécution nationale Patrick Makala	Fonctionnaire exécution CTB Maurice Schill
	 27/01/2014

## 2 Monitoring des résultats

### 2.1 Évolution du contexte

#### 2.1.1 Contexte général

La population en RDC dispose d'un pouvoir d'achat extrêmement faible, elle vit en dessous du seuil de la pauvreté et selon toutes les informations internationales, le pays serait le plus pauvre de la planète (186<sup>ème</sup> sur 186 pays répertoriés (avec le Niger) , rapport UNDP 2013). A ceci s'ajoute, l'isolement des zones de production, une dégradation des infrastructures (et son inexistence), des intrants trop chers, inexistantes ou inappropriés, une faible organisation du monde agricole et une législation faible pour la mise en œuvre d'un développement de ce secteur.

Il existe une volonté de mise en œuvre effective de la décentralisation pour des stratégies mieux adaptées aux réalités locales afin d'assurer un rôle des administrations provinciales plus proche des besoins des populations. Cependant, cette volonté reste encore théorique et sa mise en œuvre effective ne reste qu'au niveau de la simple rhétorique et de quelques textes anciens et nouveaux (toutes les provinces ne sont pas logées à la même enseigne). Les politiques provinciales ne sont pas toujours claires et il existe souvent une inadéquation entre les directives nationales et les orientations provinciales. Il est important de faire un grand travail de sensibilisation, d'information, afin d'avoir une intériorisation du processus de décentralisation.

Outre ce processus, il faut noter que les problèmes, constats, et analyses restent les mêmes depuis les dernières décennies, en grande partie dus à l'inexistence d'une véritable politique nationale agricole et une vision globale du devenir du secteur agricole comme moteur économique de croissance.

D'un point de vue du contexte général, il semble important de réévaluer les Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces qui résument la situation du secteur de l'Agriculture en RDC et dans les provinces où la Coopération Belgo-Congolaise interagit.

#### SWOT du secteur agriculture

<u>Forces</u>	<u>Faiblesses</u>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Disponibilité de terres cultivables et de sols fertiles et conditions climatiques favorables ;</li> <li>➤ Existence des organisations paysannes et cadres de concertation (CARG, COPROSEM, CCP, OP, ONG, etc.);</li> <li>➤ Structuration du mouvement paysan (union, faitière, fédération, etc.) ;</li> <li>➤ Disponibilité des cadres et agents compétents de l'administration moyennant un cadre de travail acceptable</li> <li>➤ Une forte présence (existence) des services déconcentrés dans les provinces (Districts, Territoires, Secteurs, Chefferies) ;</li> <li>➤ Une main d'œuvre jeune et disponible;</li> <li>➤ Forte implication des femmes dans les travaux agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Très faible productivité ; systèmes agraires souvent orientés vers l'autosubsistance ;</li> <li>➤ L'accès à un foncier sécurisé reste problématique, et décourage l'investissement (loi agricole article 16) ;</li> <li>➤ Faible valeur ajoutée des produits ;</li> <li>➤ Infrastructure de base pour le développement économique en mauvais état ou non-fonctionnel (centres de collecte, entrepôts, marchés, réseau électrique, routes, ..) ;</li> <li>➤ Multitudes de services de taxation sans transparence /Tracasseries (et donc coûts élevés de production et de transport, douane interprovinciale, impunité) ;</li> <li>➤ Absence de vision globale du secteur agricole et de stratégie de développement et</li> </ul>

	<p>de cohésion entre les provinces ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Un processus de décentralisation non achevé</li> <li>➤ Rareté et vétusté des moyens de transport (véhicule, train, bateau, avion, etc.)</li> <li>➤ Manque des systèmes de régulation des marchés internes (caisses de stabilisation des prix, assurances, stockage de régulation, prix minimum aux producteurs, etc.)</li> <li>➤ Revenus instables des exploitations (volatilité des prix, organisation des marchés, etc.)</li> </ul>
<p><b><u>Opportunités</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Un nouvel intérêt pour le développement de l'agriculture et campagne agricole de lancement</li> <li>➤ Nombreux partenaires au développement (PTF) dans le secteur de l'agriculture (pas toutes les provinces)</li> <li>➤ Une demande intérieure (consommation) largement supérieure à l'offre (production)</li> <li>➤ Main d'œuvre rural disponible où l'emploi est précaire et difficile;</li> <li>➤ Fusion du Ministère National de l'Agriculture et Dev. Rural (meilleure coordination) et par ricochet aussi en Province.</li> <li>➤ De nouvelles orientations fondées sur l'inclusion des acteurs de la base dans la conception des politiques agricoles</li> <li>➤ Existence d'un arsenal juridique de plus en plus étoffé (national et provincial) et de documents de référence du secteur agricole (PDDAA, PNIA, PAP, Plans Agricoles et Ruraux des Territoires, etc.)</li> <li>➤ Expansion progressive des canaux d'information et de communication dans les ETD (radio, téléphone, internet, etc.) ;</li> <li>➤ Conscientisation du rôle des femmes dans les prises de décision.</li> </ul>	<p><b><u>Menaces</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Manque appropriation des activités / projets / programmes et investissements par le partenaire national ;</li> <li>➤ Un climat d'affaires et économique défavorable (183/189 ; Doing business Juin 2013) et une corruption toujours réelle (154/175, Transparency International 2013) ;</li> <li>➤ Zones d'intervention très vastes, éparpillées et enclavées (pour les projets risque de saupoudrage) ;</li> <li>➤ Manque de diversification des cultures (focalisation sur quelques spéculations);</li> <li>➤ Niveau de formation des producteurs très faible (manque de professionnalisation du secteur)</li> <li>➤ Concurrence des produits agricoles importés (subventionnés) par rapport aux produits locaux (non subventionnés).</li> <li>➤ Croissance démographique supérieure à la l'augmentation de la production agricole;</li> <li>➤ Exode rural ;</li> <li>➤ Mauvaise gestion des ressources naturelles (Dégradation des sols, déforestation, pollution des eaux, etc.).</li> <li>➤ Changement climatique (perturbation du calendrier agricole, sécheresse, pluies erratiques, etc.)</li> </ul>

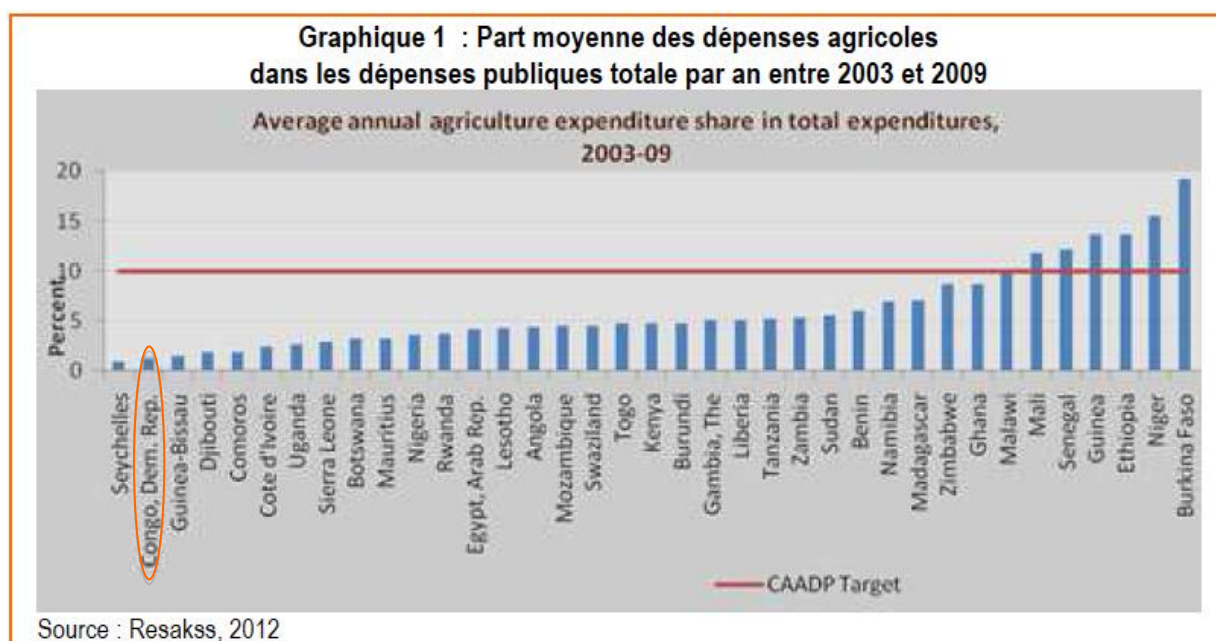
Source : UCAG-MINAGRI et atelier sectoriel 2012 Kinshasa (réactualisé 2013)

## 2.1.2 Contexte institutionnel

L'ancrage institutionnel de l'UCAG-MINAGRI reste approprié. Il permet de travailler dans un cadre optimale tant au niveau des locaux que de la proximité avec les agents de l'Etat. Ce rapprochement permet de suivre au quotidien les activités au sein du Ministère, de voir les PTF qui œuvrent dans le secteur de l'Agriculture et donc de mieux harmoniser les activités. Toutefois, il existe de nombreux défis pour que ce contexte institutionnel soit plus favorable pour l'atteinte des résultats escomptés dans le projet. Les principaux défis peuvent se résumer comme suit :

L'amélioration du fonctionnement interne du Ministère à travers (i) la réforme de l'administration ; (ii) la restructuration des services du ministère de l'agriculture pour des services réels aux acteurs du secteur ; (iii) une adaptation du cadre législatif et la revalorisation du secteur judiciaire sont (ou seront) des directives incontournables pour que le Ministère assure son mandat régalien et de garant d'un bon développement du secteur de l'agriculture.

Une augmentation de l'allocation du budget national au secteur, avec une priorité aux investissements productifs par rapport aux dépenses courantes de fonctionnement en vue d'une relance de la productivité, et la mise en place de mécanismes de contrôle et de mise à disposition réelle des fonds. Plus concrètement, la RDC doit s'engager à réaliser l'engagement de Maputo à allouer au moins 10% du budget de l'Etat au secteur agricole en vue d'assurer une croissance agricole d'au moins 6% l'an dans le cadre du PDDAA. Pour information, il est prévu que la part pour le secteur agricole au budget de 2013 ne sera que de 1,25%. De plus, une analyse en 2102 des dépenses agricoles dans les dépenses publiques montre que la RDC se classe bon dernier juste avant les Seychelles.

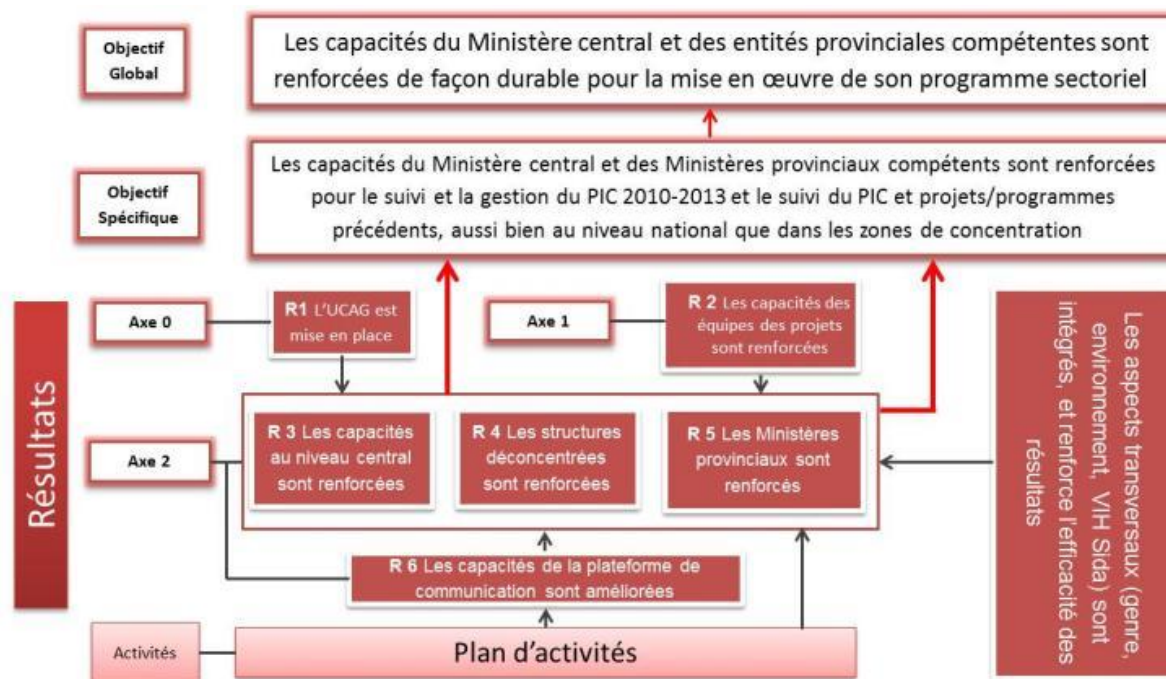


Outre l'investissement, il est impératif d'améliorer la fiabilité et de la qualité des données statistiques dans le secteur de l'agriculture. Des données détaillées sur les productions, les dépenses publiques, etc. du secteur sont déficitaires en RDC. Certains rapports indiquent une augmentation de la production agricole de 7 % en 2010, mais les chiffres ne sont basés ou validés sur aucune statistique fiable, ou reconnu à ce jour.

### 2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

L'exécution du projet se fait selon les suggestions et orientations données dans le DTF et suivent les trois grands axes comme le montre la figure ci-dessous.

#### Le cadre logique schématisé



Source: UCAG-MINAGRI

En terme d'exécution, le projet dispose d'une équipe multidisciplinaire (voir organigramme ci-dessous) travaillant dans les 4 cellules que sont a) l'administration finance, b) les marchés publics, c) le suivi et évaluation et d) la communication. A ceci s'ajoute, l'expert transversal Genre ancré avec la cellule de communication. Le tout est coordonné par les 2 co-responsables a) National et b) International. Cette équipe s'est mise en place progressivement pour être complète au mois d'Avril 2012. Cependant au cours de l'année 2013, l'équipe a connu le départ de l'expert genre, communication et le chargé des marchés publics. Ce n'est qu'en décembre 2013 que le nouvel expert Genre va prendre ses fonctions. L'avis de recrutement de l'expert communication vient d'être publié et des interviews pour l'expert marché public devrait avoir lieu fin décembre par vidéo-conférence. Ce mouvement de personnel a bien sûr eu des conséquences sur les résultats de l'équipe et donc des activités conduites à minima au cours de 2103

L'équipe a suivi différentes formations au cours de 2013 suivant l'agenda du plan de formation initial et les formations additionnelles (Voir annexe 4.10 pour la liste des formations dispensées). Ces formations ont permis d'accroître le niveau de compétence mais aussi d'acquérir du matériel didactique pour continuer et retranscrire ces formations en province.

Toujours dans le cadre, du contexte de gestion et des modalités d'exécution, il était important pour le projet, et dans la perspective de l'évaluation à mi-parcours de faire une auto-évaluation SWOT de l'UCAG qui permet aussi de comprendre et de faire le point sur son fonctionnement.



## SWOT UCAG-MINAGRI

<p style="text-decoration: underline;"><b>Forces</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une complémentarité avec les projets, avec un rôle clairement établi vis-à-vis de ceux-ci, de la RR, l'Ambassade de Belgique (attaché) et du Secrétariat Général à l'Agriculture.</li> <li>• Une compréhension claire du développement du Secteur de l'Agriculture et bonne connaissance SWOT du secteur (voir tableaux ci-dessus) et les complémentarités entre province d'intervention.</li> <li>• Un appui au cycle d'achat, appui logistique, appui administratif et financier, traitement des MP (FED, Belge), prévention continue des risques fiduciaires, suivi des actions correctives, permet une meilleure mise en œuvre des projets.</li> <li>• Un accompagnement de proximité des projets dans les prolongations, les clôtures, les démarrages des programmes, les choix stratégiques d'activités, les préparations des SMCL, les réunions sectorielles, sont autant d'éléments pour l'atteinte des résultats prescrits dans les DTF.</li> <li>• Un appui institutionnel inscrit au cœur du ministère, avec un plan adapté de renforcement des capacités de celui-ci qui s'articule sur la base d'accord d'exécution élaboré sur le mandat de service de l'Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage</li> <li>• Un renforcement des capacités et des compétences des agents ministériels rattachés à l'UCAG, par un encadrement de proximité, un travail journalier et diverses formations.</li> <li>• Les programmations financières consolidées par l'UCAG ont été visiblement améliorées en 2013 (taux de décaissements), avec une prise en compte des réalités et du contexte d'exécution en RDC.</li> <li>• Les rapportages d'activités et les rapportages financiers ont été consolidés et synthétisés dans les délais, avec un souci de réalisme, de synthèse et d'analyse des risques.</li> </ul>	<p style="text-decoration: underline;"><b>Faiblesses</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une incompréhension, à l'interne CTB, du rôle et des fonctions réelles de l'UCAG sur la coordination sectorielle des projets/programmes et le renforcement des capacités des institutions de la fonction publique au niveau central, décentralisé et déconcentré.</li> <li>• Des changements précoces (en expertise ATI notamment) affaiblissent la structure de l'UCAG, en brisant la chaîne de responsabilité endossée par celle-ci vis-à-vis des opérations, avec un retour vers la RR/coordination provinciale.</li> <li>• Les choix d'orientation « coordination sectorielle versus coordination provinciale » demandent des aménagements, mais ces nouveaux changements, en aller retour sans vision globale claire, remettent en cause les efforts de coordination avec davantage de flou sur le rôle de l'UCAG.</li> <li>• Le renforcement des capacités qu'apporte l'UCAG au niveau Central et Provinciale ne produit pas tout son potentiel/effet dû aux manques de moyen de fonctionnement, des nombreux agents éligible à la retraite et de la réforme de la fonction publique.</li> <li>• Les orientations futures (2 ans), tant qu'elles ne sont pas clairement communiquées à chaque niveau de l'organisation, et auprès du partenaire rendent les opportunités difficiles à construire.</li> </ul>
<p style="text-decoration: underline;"><b>Opportunités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une position institutionnelle, ancrée au sein du ministère, apporte du poids et de la crédibilité dans les échanges vis-à-vis des bénéficiaires (Secrétariat Général, Inspections Provinciales et Ministères Provinciaux), et vis-à-vis des Partenaires Techniques et Financiers.</li> </ul>	<p style="text-decoration: underline;"><b>Menaces</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La coordination provinciale des projets en assurant un lien décisionnel sur les stratégies sectorielles du ressort initial de l'UCAG, abouti au risque d'avoir des positions de la CTB dispersées, discontinues et peu harmonisées d'une province à l'autre, et casse le rôle de</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une liaison claire entre appui institutionnel et opération de terrain, à concrétiser désormais par une complémentarité avec les programmes provinciaux</li> <li>• Les actions menées, comme le support au processus des accords d'exécution, se font dans l'esprit d'une véritable appropriation, en ce sens qu'il s'agit d'une évolution intrinsèque de la gouvernance et non le fruit temporaire d'un projet.</li> <li>• La Coresponsabilité est un atout majeur, facilitant l'appropriation des actions et la compréhension des activités, du partenaire, vis-à-vis des défis de mise en œuvre des projets de la coopération Belge, un premier pas essentiel pour plus d'appropriation.</li> <li>• La fusion entre l'UCAG-MINAGRI et MINIDER pourra permettre une meilleure complémentarité entre les deux secteurs, plus de cohésion entre les activités sur le terrain, une meilleure coordination des Marchés Publics et un appui administration-finance concerté, sans parler des économies d'échelle.</li> </ul>	<p>l'UCAG, à mi-parcours.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La forme que sera donnée à la transition entre UCAG et l'approche provinciale avec le risque de non suivi des « leçons apprises » ou le risque de manque de capitalisation des apports de l'UCAG dans la mise en œuvre des projets.</li> <li>• L'orientation vers une décentralisation des MP. Les projets se sont montrés trop faibles et évalués comme trop vulnérables sur le terrain (audits par exemple) sur cet aspect.</li> <li>• Le projet UCAG accompagne le processus de changement profond (décentralisation) initié au sein du Ministère MINAGRI. Ce changement, si mal accompagné, ne pourra engendrer les résultats recherchés si le personnel de l'administration reste dans l'état, si les décisions sur l'affectation de nouvelle unité au profil de poste défini, plus jeune ne sont pas fortement soutenues.</li> </ul>
---	---

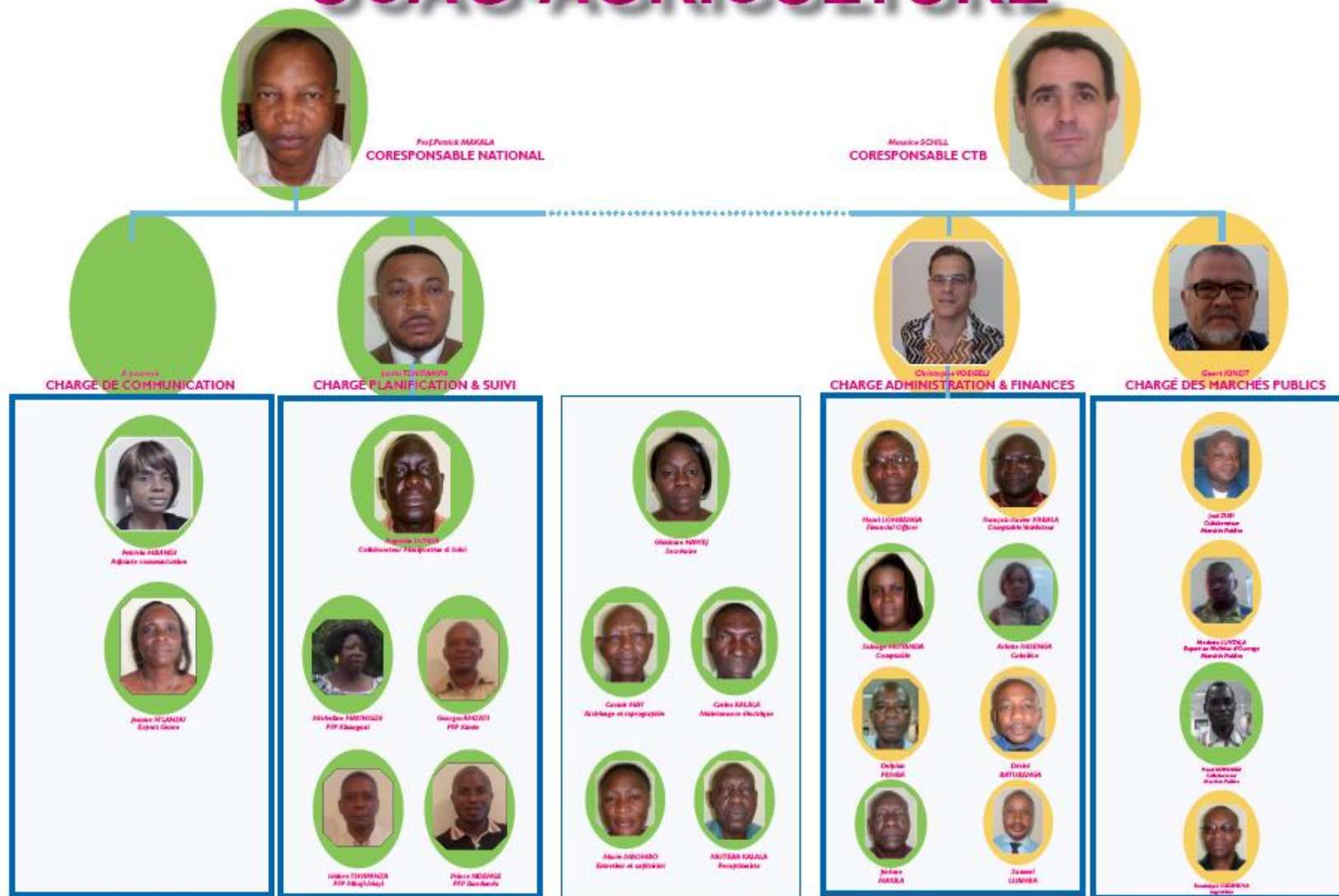
Afin de comprendre toutes les dimensions des interventions de l'UCAG, le schéma ci dessous présent les différents niveaux d'intervention, les différents acteurs concernés et les différents appuis que l'UCAG met en place dans le cadre du renforcement des capacités.

De plus, le schéma retrace le cheminement depuis l'étude de base avec l'état des lieux et l'analyse des besoins afin d'asseoir la stratégie d'approche pour les services décentralisés et déconcentrés en termes de renforcement des capacités.

On note deux grands principes dans cette approche, 1) le « Hard » et 2) le « Soft ». Dans le premier cas de figure, il s'agit des réhabilitations des infrastructures, des équipements, des matériels roulants, etc.... Dans le deuxième cas, il s'agit des formations, des accords d'exécution, plans de gestion des équipements, et des plans de communication.

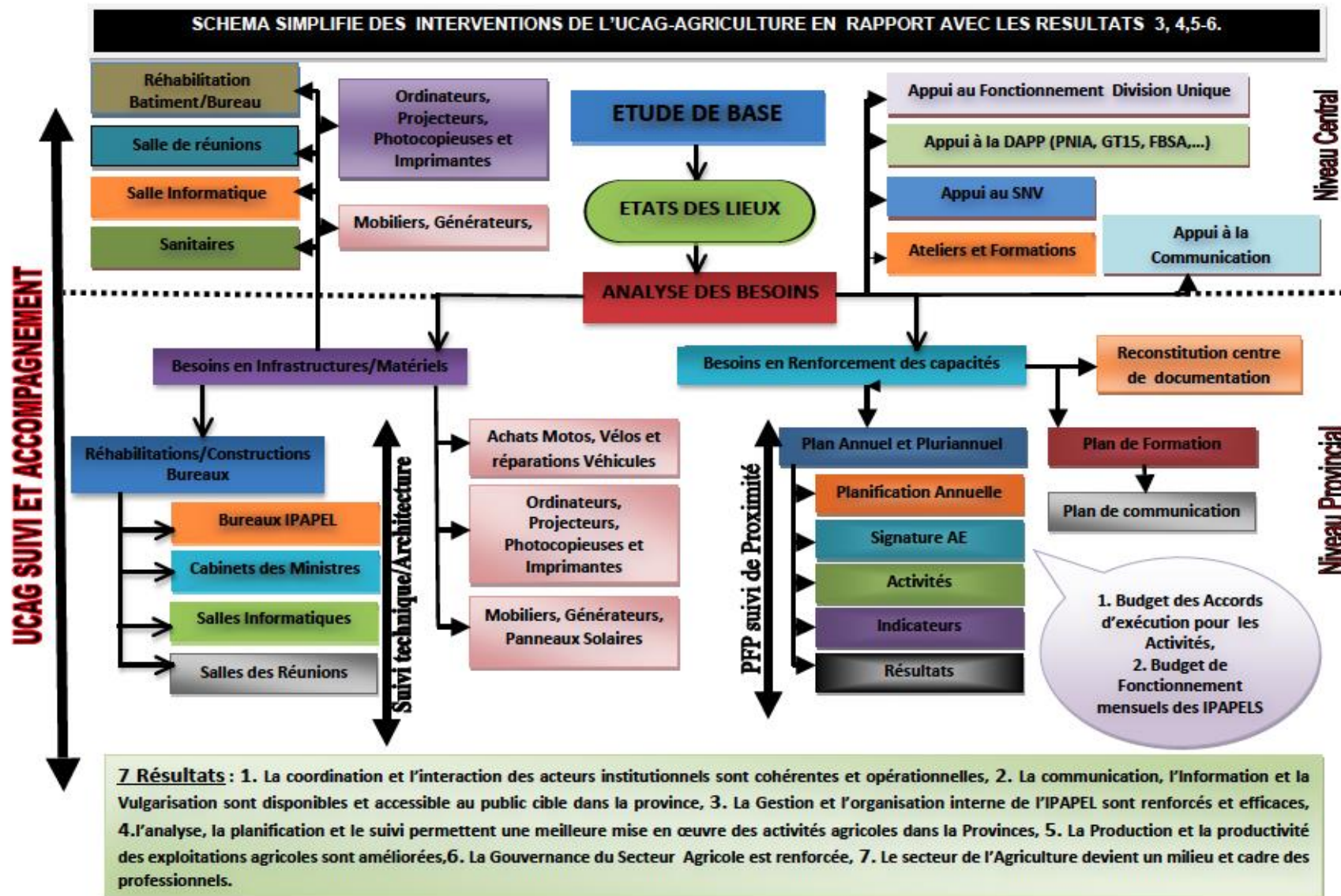
La complémentarité entre ces deux approches répond directement à l'objectif spécifique de l'UCAG tout en sachant qu'une juste balance devrait permettre aux agents de l'Etat de retrouver un cadre de travail, des outils de mise en œuvre, et une connaissance plus approfondie de leur rôle au service du monde agricole.

# UCAG-AGRICULTURE



Source : UCAG-MINAGRI



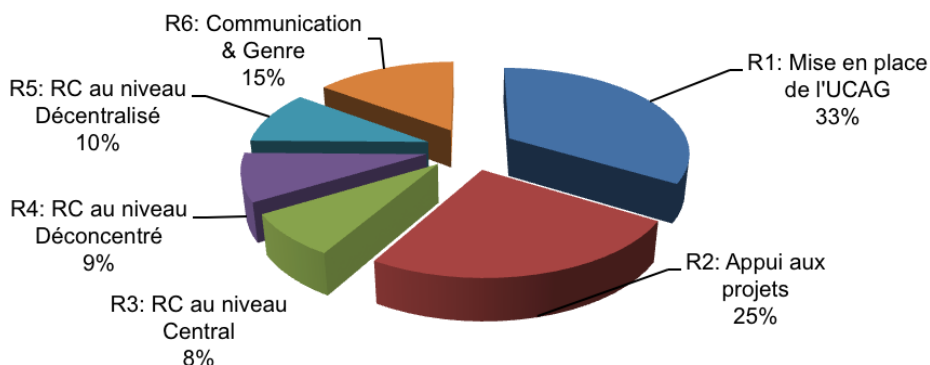


Source : UCAG-MINAGRI

Dans le cadre de la mise en œuvre des résultats, l'UCAG utilise un outil de suivi de gestion du temps en fonction des activités menées pour chacun de ces résultats. On note un grand changement entre 2012 et 2013 où les activités R1 et R2 occupaient plus de 50% du temps des activités de l'UCAG.

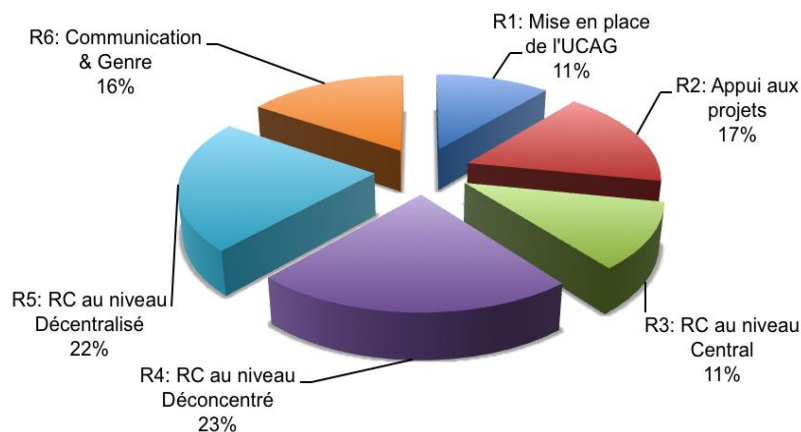
Par contre, on note en 2013, un appui plus prononcé au niveau des provinces pour les services déconcentrés de l'Etat et les entités décentralisées que sont les Ministères provinciaux. Ceci s'explique principalement par les réhabilitations qui ont été faites au niveau des provinces et de la mise en place des accords d'exécution qui ont été établis en Avril 2013 et ont fait l'objet du suivi rapproché pour leur mise en œuvre.

### Temps par résultats en 2012



Source : UCAG-MINAGRI

### Temps par résultats en 2013



Source : UCAG-MINAGRI

Toujours, dans la même direction, et pour comprendre l'environnement dans lequel l'UCAG évolue, nous pouvons, avec le schéma ci-dessous, mettre en relation les différents acteurs/institutions qui gravitent autour de l'UCAG. On note une bonne relation entre le niveau national et les entités provinciales ainsi que les projets/programmes donnant à l'UCAG un rôle de charnière dans les liens entre ces différents niveaux et instances de dialogue.

Pour aussi faire le lien entre les acteurs et leur implication à l'atteinte des résultats du DTF de l'UCAG, le schéma propose un indice R correspondant aux six résultats pour comprendre au mieux le rôle des uns et des autres dans les différents niveaux d'implication.



### 2.1.4 Contexte HARMO

Critère HARMO	Commentaire
Harmonisation	<p>Il existe une synergie avec les autres bailleurs notamment avec la Banque Mondiale (PARRSA) et le FIDA (projet de développement provinciaux dans le Bandundu en particulier);</p> <p>La cellule de communication travail dans un esprit d'harmonisation avec les institutions (MINAGRI, PARRSA, FIDA, Projets CTB)</p> <p>Des concertations thématiques ont lieu avec la FAO et le FIDA concernant les activités agricoles dans les provinces ou les organisations ont des projets</p> <p>Le Groupe Thématique Agriculture et Développement Rural (GT15) était piloté par la Belgique et offrait un cadre d'analyse, de réflexion et de concertation pour les PTF. Aujourd'hui ce GT15 est devenu GT9 et il est piloté par les Nations Unies avec un consortium FAO-FIDA-PNUD</p> <p>Une dynamique de concertation entre les projets CTB est mise en place à travers l'UCAG afin de concevoir des complémentarités dans une vision d'approche programme.</p>
Alignement	<p>La passation des marchés se fait suivant les procédures ad hoc du FED suite aux accords gouvernementaux belgo-congolais. Il existe toutefois des lois et régulations congolaises en cette matière.</p> <p>Dû au principe de la Coresponsabilité la transparence permet une plus grande efficacité collective entre le partenaire et le projet (suivi comptabilité, planification financière, suivi budgétaire, etc.);</p> <p>Le projet s'inscrit dans les politiques du DSRP élaboré par le gouvernement et les plans d'actions prioritaires provinciaux.</p> <p>Implication des homologues de projets dans la mise en œuvre des activités pour garantir leur alignement et une complémentarité avec celles définies en provinces.</p> <p>Les audits se font de manière interne et externe. Les audits sont financiers mais aussi en terme de fonctionnement.</p> <p>Le processus de M &amp; E est compris par les projets et les services déconcentrés provinciaux.</p>
Gestion axée sur les résultats	<p>Les indicateurs de suivi ont été redéfinis en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs (Voir annexe 4.8)</p> <p>L'équipe de projet travaille sur l'ensemble des six résultats du DTF. Le résultat 4 &amp; 5 sont souvent conduits conjointement surtout sur les volets de renforcement des capacités.</p> <p>Le projet UCAG encourage les collaborateurs vers des efforts communs en faveur d'une gestion axée sur des résultats (rapport de planification, réunion hebdomadaire, rapport d'activité mensuel et trimestriel, rapport de mission, compte rendu de réunion)</p> <p>Des missions de terrain régulières (voir annexe 4.9)</p>

Responsabilité mutuelle	<p>Le projet planifie en équipe, le fait dans les temps, donne des informations transparentes et compréhensibles sur les dépenses financières et comptables ainsi que sur les progrès des projets du secteur de l'agriculture et en rapport aux activités, aux résultats, et aux objectifs.</p> <p>L'homologue et l'équipe dans son ensemble sont partis prenantes des prises de décision et d'orientation de la conduite générale du projet.</p> <p>Le Coresponsable National (partenaire) rapporte les réalisations du projet UCAG et des autres projets sous tutelle, aux autorités nationales, aux autorités locales et aux bénéficiaires.</p> <p>La SMCL fonctionne avec des réunions régulières ainsi que les SdS (dans une moindre mesure) qui suivent l'évolution du projet</p>
Appropriation	<p>L'UCAG est mis en œuvre via l'équipe et concertation avec les projets et représentation.</p> <p>L'UCAG a fait une analyse des capacités de l'institution partenaire (analyse de la situation, analyse des participants, analyse des bénéficiaires) au niveau des IPAPEL lors de son étude de base</p> <p>Le partenaire exerce un leadership dans l'implémentation du projet à travers la SdS, la SMCL et le travail au quotidien en équipe</p> <p>Le partenaire participe à la coordination des projets CTB à travers la coresponsabilité qui régit l'UCAG (participation aux SMCL et suivi des activités)</p> <p>L'UCAG est une interface pour le dialogue avec les différents bailleurs, la société civile et le secteur privé.</p>

## 2.2 Performance de l'outcome

### 2.2.1 Progrès des indicateurs

<b>Outcome</b> : Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration.					
Indicateurs <sup>1</sup>	Valeur de la <i>Baseline</i> <sup>2</sup>	Progrès année N-1 <sup>3</sup>	Progrès année N <sup>4</sup>	Cible année N <sup>5</sup>	Cible finale <sup>6</sup>
1. Niveau d'implication des structures déconcentrées, décentralisées et centrales dans la gestion des interventions	Faible	Faible	Faible	Moyen	Moyen
2. Répartition des fonds consacrés aux structures centrales, déconcentrées et décentralisées en comparaison avec le budget.	Approprié	Approprié	Approprié	Approprié	Budget exécuté

### 2.2.2 Analyse des progrès réalisés

L'atteinte de l'Objectif Spécifique est toujours délicate à évaluer. Aujourd'hui, nous ne sommes pas en mesure de dire que les administrations centrales et provinciales soient en mesure de suivre et gérer la mise en œuvre du PIC 2010-2013 et d'accompagner les programmes provinciaux. Pas seulement par manque de capacité mais par manque aussi de fonctionnement principalement lié à l'absence de budget pour que ce suivi puisse être conduit en temps et en heure.

D'un autre côté, il faudrait que la direction de la DAPP puisse être opérationnelle et joue le rôle de coordination des programmes CTB mais aussi des autres partenaires (BM, FIDA, EU, USAID, BAD). A titre d'exemple, dans la province du Bandundu, l'ensemble des partenaires est présent et cette complémentarité et coordination se fait à travers les chefs et coordonnateurs de ces dits-projets sans que l'Inspection Provinciale de l'Agriculture ne soit en mesure de mobiliser et accompagner l'ensemble des activités menées (sous en parallèle) par les partenaires.

Il faudrait aussi que la DAF (ex DSG) soit impliquée dans la réforme, s'agissant de la mise en place de nouvelles structures et du rajeunissement des Cadres de l'Administration agricole.

Le partenaire est souvent impliqué/consulté dans l'élaboration des DTF des projets CTB et autres partenaires, mais lors de la mise en œuvre, ils ne sont plus impliqués qu'à travers les SMCL ou ateliers d'évaluation.

<sup>1</sup> Reprendre les indicateurs tels qu'ils figurent dans le cadre logique.

<sup>2</sup> La valeur de l'indicateur au temps 0. Se réfère à la valeur des indicateurs au début de l'intervention.

<sup>3</sup> La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N-1.

<sup>4</sup> La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N. Si la valeur n'a pas changé depuis la *Baseline* ou depuis l'année précédente, il y a lieu de répéter cette valeur.

<sup>5</sup> La valeur cible à la fin de l'année N.

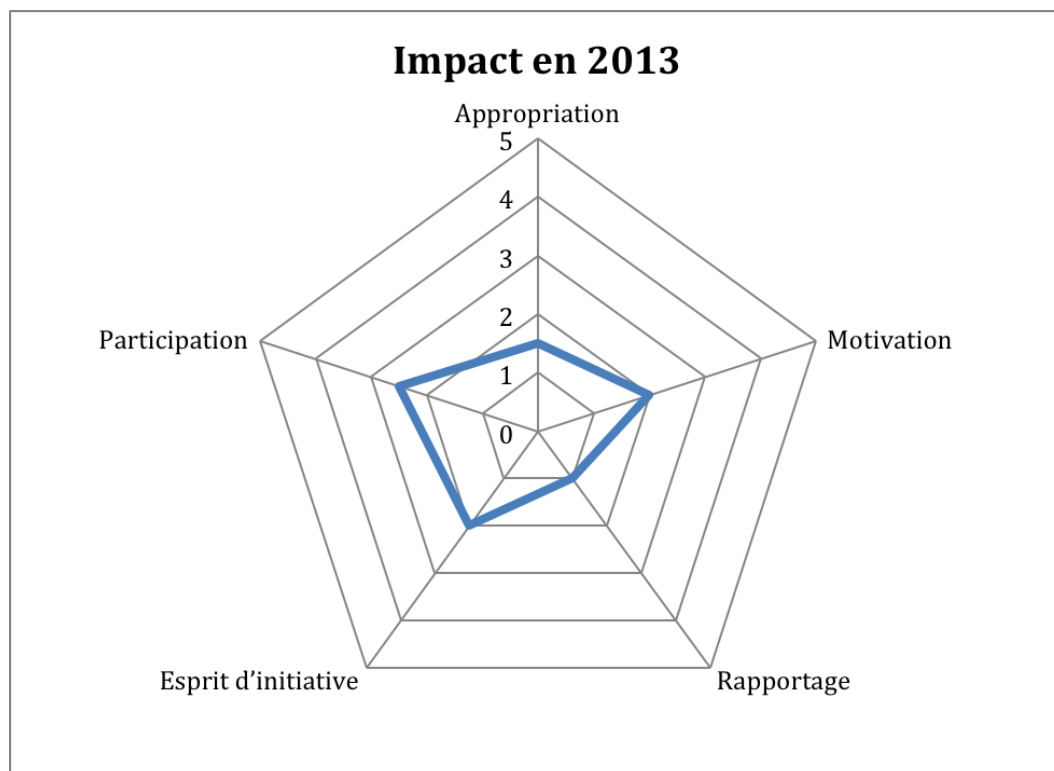
<sup>6</sup> La valeur cible à la fin de l'intervention.

La concertation est souvent nécessaire, mais il existe aussi et trop souvent des contraintes de temps et d'exécution des activités qui doivent être réalisées en fonction des budgets planifiés. Les prises de décision conjointes prennent souvent trop de temps, les disponibilités des agents de l'Etat ne sont pas toujours faciles (multiple missions dans le pays et à l'étranger) et souvent aussi le manque d'intérêt dans une vraie mise en œuvre technique couplé par un manque d'expertise de haut niveau pour l'atteinte de résultats fiables et palpable

### 2.2.3 Impact potentiel

Afin de pouvoir mesurer l'impact de cet objectif spécifique, les indicateurs proposés ne donnent qu'une vue partielle. Ici nous devrions parler d'appropriation de cette mise œuvre, de motivation intellectuelle des agents de l'Etat dans ce processus et d'engagement régulier dans un suivi et des concertations de proximité.

En prenant quelques indicateurs qualitatifs en compte, l'impact pourrait être mesuré sous forme d'un graphisme comme présenté ci-dessous. Sur une échelle de 1 à 5 (1mauvais à 5 excellent), l'impact est alors multidimensionnel.



Source : UCAG-MINAGRI



## 2.3 Performance de l'output 1

### 2.3.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 1 : L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle</b>				
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de la Baseline</b>	<b>Progrès année 2012</b>	<b>Cible année 2013</b>	<b>Cible finale</b>
1. Le % de poste occupé par rapport aux nombres préconisés	25	22+ 4 PFP	25+4 PFP	25 + 4 PFP
2. % du personnel féminin	33%	20%	25%	25%
3. Le nbr de formation accomplie et le nombre de personne formée.	0	24	13	
4. Evaluer l'esprit d'équipe et son dynamisme	Faible	Faible	Moyen	Haut
5. Evaluer les conditions de travail.	Faible	Moyenne	Bonne	Bonne
6. Apprécier l'utilisation des formations dispensées aux personnels UCAG	Faible	Moyen	Bonne	Elevé

### 2.3.2 État d'avancement des principales activités

<b>État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>7</sup></b>	<b>État d'avancement :</b>			
	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
1 Mise en place de l'équipe				
2 Conduite des formations de base				
3 Réhabilitation des infrastructures				
4 Acquisition du matériel informatique, logistique et matériel				
5. Renforcement des compétences des membres de l'équipe				
6. Accompagnement de la mise en place et bon fonctionnement UCAG				
7 ; Promotion des thèmes transversaux				

Pour les marqueurs C des activités 1 et 7, voir les explications au paragraphe 2.3.3.

<sup>7</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.



### 2.3.3 Analyse des progrès réalisés

L'UCAG s'est installée dans les bureaux réhabilités au début de Janvier 2013 après plus de 4 mois de cohabitation avec la représentation. Chaque poste, aujourd'hui, est équipé (bureaux, chaises, armoires de rangement, étagères d'archivage) et tous les postes sont informatisés. Aujourd'hui, certains ordinateurs commencent à montrer des défaillances de fonctionnement et nous devons certainement réinvestir dans ce genre de matériel si nous ne voulons pas bloquer le travail des membres de l'équipe.

Comme évoqué au paragraphe 1.4, l'équipe de l'UCAG-MINAGRI a fonctionné de manière discontinue en 2013 dû principalement au départ de ATI MAF en février 2013, de l'Expert volant Genre en mars 2013, de l'ATN Communication en Juin 2013 et enfin du départ de l'ATI MP en Août 2013 (d'où la notation C pour activité 1 & 7).

D'un point de vue des formations, l'équipe a participé à plusieurs types de formation en management, comme pour les comptables, en suivi & évaluation, informatique, communication et mise à niveau des chauffeurs (voir liste complète annexe 4.10)

En ce qui concerne la cellule des marchés publics, elle a été reprise sous la responsabilité de l'ATI MP de l'UCAG-MINIDER. Ceci a permis d'harmoniser les registres des marchés publics, de renforcer les collaborateurs grâce à une équipe plus soudée et d'avoir une meilleure planification des marchés de l'UCAG et des projets sous le portefeuille UCAG-MINAGRI.

Les activités de communication et genre ont tourné au ralenti dû à l'absence des collaborateurs de ces deux thématiques. Toutefois, quelques outils de communication ont été élaborés comme le dépliant UCAG, un bulletin d'information, un appui à la rédaction et conception du journal « la voix du Congo profond », et l'appui à quelques couvertures médiatiques d'ateliers.

Une sensibilisation au VIH-SIDA a été organisée dans la province du Bandundu pour les trois secteurs prioritaires du PIC grâce à l'expert volant de l'UCAG-MINIDER. L'UCAG a aussi appuyé un atelier sur le Genre en collaboration avec VVOB pour l'élaboration d'un plan d'action en 2014 afin d'avoir des actions concrètes dans les provinces sur la promotion et la sensibilisation genre pour les IPAPEL et les PROVED.

## 2.4 Performance de l'output 2

### 2.4.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 2</b> : Les capacités des équipes de projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée avec transfert de compétences au personnel des structures décentralisées et déconcentrées					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
1. Le nbr de missions (M) réalisées par l'UCAG et le nbr de projets appuyés (P)	0	36 M 5 P	46 M 5 P	40 M 4 P	
2. La qualité du suivi budgétaire et financier de la cellule AF de l'UCAG	Inexistant	Bon	Bon	Bon	Bon
3. Nombre de FI, DTF, et prolongation ont été suivi par l'UCAG	0	2FI 3DTF	2 DTF 2 prolongation	1FI 1DTF	6
4. Evaluer la satisfaction des projets de l'appui donné par l'UCAG.	N.A	Bon	Bon	Bon	Bon
5. Apprécier la qualité sur la planification, le suivi et l'évaluation faite par la cellule PSE de l'UCAG.	Inexistant	Moyen	Moyen	Bon	Bon
6. Evaluer les échanges entre co-responsables UCAG et chef de projet	Bon	ATI ok ATN moyen	ATI ok ATN moyen	ATI ok ATN OK	Bon

### 2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>8</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Renforcement des compétences des équipes des projets				
2 Appui à la gestion des projets sectoriels				
3 Appui à la gestion des projets hors secteur	Pas applicable			
4 Appui à la promotion des thèmes transversaux				
5				

Pour l'appui à la gestion de projets hors-secteur, on peut toutefois noter que l'UCAG a appuyé les audits des anciens projets eau (Kin-Est et le Water Facility dans le KOR).

<sup>8</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

### 2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Le portefeuille UCAG-MINAGRI a connu plusieurs ajustements au cours de l'année 2013.

Pour commencer, le projet AIMAPE en appui principalement dans le District de la Tshopo a clôturé en début d'année (mars 2013). Ce projet avait connu un retard dans son exécution principalement due aux difficultés de trouver un chef de projet. Toutefois, et malgré l'arrivée tardive de l'ATI en Mars 2012, bon nombre d'activités ont pu être menées dans les 12 mois suivants. Ce projet a eu une bonne appréciation de la part des bénéficiaires et un grand nombre d'information produit lors des activités ont permis de donner une base solide pour l'élaboration de la FI et du DTF du PRODADET.

Dans le Katanga, le projet PRODEPAK a connu aussi des perturbations en sachant que deux chefs de projet successifs ont quitté le projet en plein milieu de la mise en œuvre des activités. Le projet a été prolongé d'une année pour palier à ces ruptures. C'est au début 2013 qu'une nouvelle constellation a été proposée pour que les activités puissent être accomplies à terme. Une expertise perlée a été mise en place pour appuyer le projet sur les aspects d'appui aux organisations des pêcheurs dans la dépression. Le projet s'est clôturé fin novembre 2013 en sachant que 2 projets de capitalisation sont en cours de proposition à financement avec le programme PEE. Ces 2 projets d'un an chacun est accès 1) l'appui à la pêche responsable et 2) sur le développement économique des pisciculteurs dans l'Hinterland de Lubumbashi.

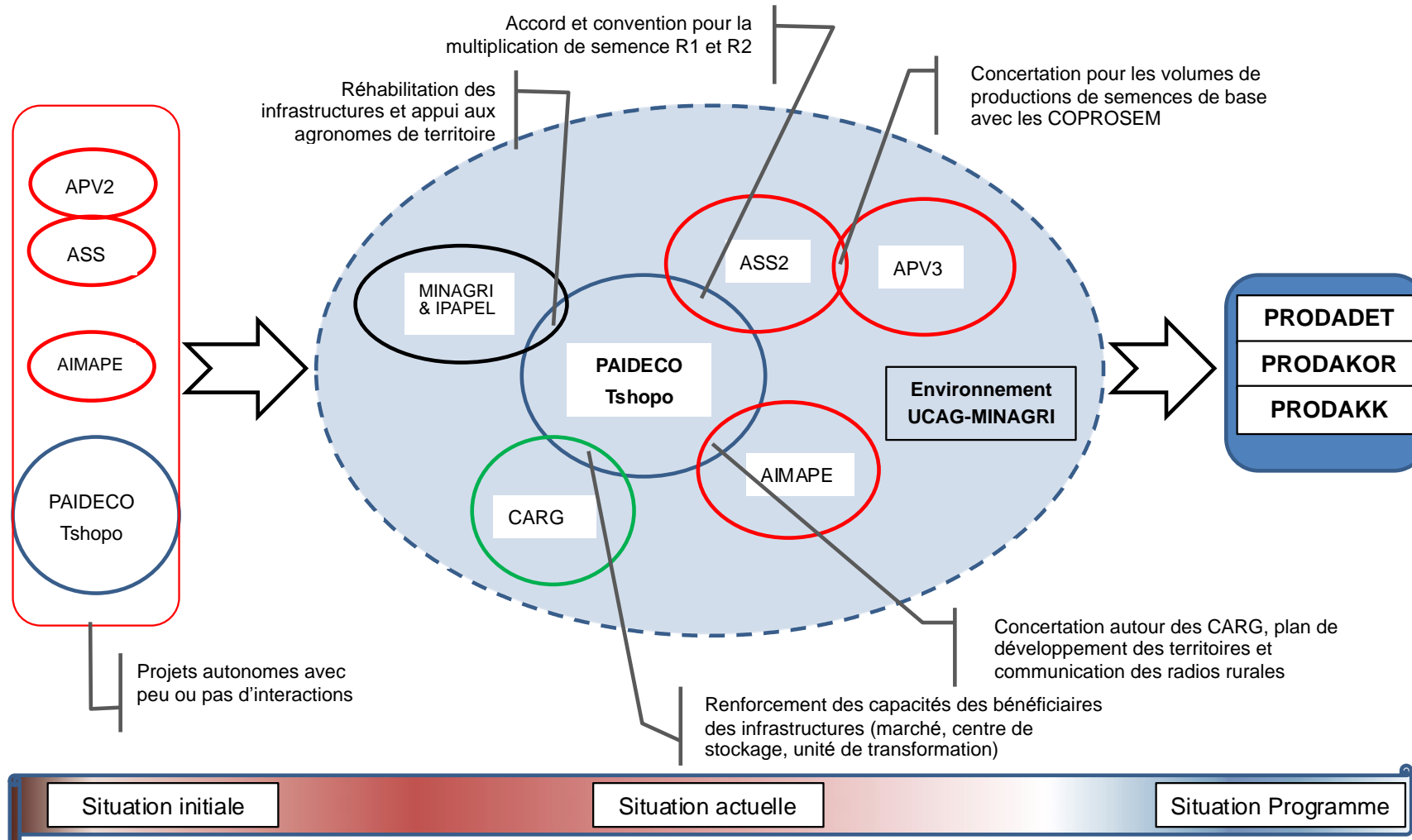
Les projets semences ASS2 et APV3, tout deux des successions à des phases précédentes ont eu leurs lots de départs de chefs de projets. Le chef de projet APV3 est parti en Juin 2013 et celui d'ASS2 en Août 2013. Les deux projets sont sous responsabilités UCAG jusqu'à leurs clôtures prévues Q2 2014. Ces deux projets font l'objet d'une évaluation/recommandations afin d'intégrer certaines des activités dans les programmes provinciaux. Ces recommandations devraient orienter l'approche d'appui à la filière semencière vers plus d'implication du secteur privé et plus de rationalisation des aspects économiques afin d'avoir un secteur fiable qui répond aux besoins de production et de productivité des agriculteurs.

Le PAIDECO Tshopo est lui, en 2013, revenu de loin. Après des efforts considérables pour prolonger ce projet, l'équipe mise en place a réussi à conduire l'ensemble des activités prévues et fin 2013 tout les engagements et attribution de marché public (sauf 1) seront réalisés. Un suivi des réhabilitations sera extrêmement important en début 2014 pour que l'ensemble des réalisations prévues soit complété en Juin 2014, date de clôture du projet. L'évaluation finale est prévue pour février 2014.

Le programme PRODAKK a commencé au début 2013 (après la signature de la CS) et l'équipe s'est mise progressivement en place. L'UCAG a participé de façon rapprochée à plusieurs étapes de cette mise en place (finance, fonctionnement, activités, etc.). Aujourd'hui, le PRODAKK est en train de finaliser les différentes études de bases qui constitueront le socle des activités qui seront mises en place au cours des années à venir. Le deuxième programme PRODAKOR vient juste de commencer et donc rien à signaler encore pour le moment. Le PRODADET devrait commencer mi-2014, si signature effective en Q1 2014 La FI du PRODAM devrait aussi avoir lieu en 2014.

Enfin, avec la clôture des différents projets et le démarrage des programmes provinciaux, une dynamique se met en place comme illustrée dans le schéma suivant. L'UCAG a permis de faire des liens entre les projets qui œuvraient souvent de manière isolée et sans concertation. Ces liens sont aussi à la base du démarrage des programmes, qui pourront (dans un premier temps) s'appuyer pour élaborer leur stratégie de mise en œuvre. Les programmes auront beaucoup plus d'autonomie de fonctionnement et les aspects de décentralisation (RAF) donneront aussi un autre paysage et constellation des interventions entre les provinces.

## De l'approche Projet vers l'approche Programme en 2013-14



Source : UCAG-MINAGRI

En terme, de budget et dépenses le tableau ci dessous résume l'état d'avancement des projets sous le portefeuille UCAG-MINAGRI

PROJETS	NOMS PROJETS	BUDGET	2010	2011	2012	2013	DEPENSES TOTALES au 31/12/2013	SOLDE FIT	ENGAGEMENTS PROJETS CLOTURE	TAUX DEBOURSEMENT A LA FIN DE L'ANNEE
<b>RDC0505411</b>	PRODEPAAK	€ 5.000.000	€ 2.183.095	€ 1.010.705	€ 804.791	€ 963.131	<b>€ 4.961.722</b>	€ 38.278	€ 38.000	99,99%
<b>RDC0709911</b>	PAIDECO Tshopo	€ 10.000.000	€ 2.566.911	€ 1.408.729	€ 1.502.129	€ 2.401.173	<b>€ 7.878.942</b>	€ 2.121.058	€ 2.100.000	99,79%
<b>RDC1015411</b>	UCAG- MINAGRI	€ 6.500.000		€ 260.264	€ 1.021.559	€ 1.613.121	<b>€ 2.894.945</b>	€ 3.605.055		44,54%
<b>RDC1116211</b>	PRODAKK	€ 20.000.000		€ 112	€ 136.621	€ 1.187.274	<b>€ 1.324.006</b>	€ 18.675.994		6,62%
<b>RDC1216711</b>	ASS2	€ 1.000.000			€ 270.698	€ 588.333	<b>€ 859.031</b>	€ 140.969	€ 140.000	99,90%
<b>RDC1216811</b>	APV3	€ 1.000.000				€ 807.399	<b>€ 807.399</b>	€ 192.601	€ 190.000	99,74%
<b>RDC1217111</b>	PRODAKOR	€ 11.000.000				€ 119.485	<b>€ 119.485</b>	€ 10.880.515		1,09%
<b>TOTAUX</b>	<b>0,00</b>	<b>€ 54.500.000</b>	<b>€ 4.750.006</b>	<b>€ 2.679.810</b>	<b>€ 3.735.799</b>	<b>€ 7.679.916</b>	<b>€ 18.845.530</b>	<b>€ 35.654.470</b>		<b>34,58%</b>



## 2.5 Performance de l'output 3, 4 et 5

Dans un souci de rapportage plus cohérent, les résultats d'appui institutionnel au niveau central, décentralisé et déconcentré ont été couplés afin d'avoir plus de liens entre ces différents niveaux. On rappelle ici que les appuis sont identiques entre ces instances et que l'analyse est plus pertinente de prendre le tout en considération (un pour tous, tous pour un).

### 2.5.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 3, 4, &amp; 5:</b> Les capacités du Ministère au niveau central, des services déconcentrés et des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement					
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de la Baseline</b>	<b>Valeur année N-1</b>	<b>Valeur année N</b>	<b>Cible année N</b>	<b>Cible finale</b>
1. Le nbr d'infrastructures rénovées	4	0	1	4	5
2. La quantité de matériel pour assurer un travail de qualité.	32 Moto 40 Vélo 40 ordi	32 Moto	10 Vélo 20 ordi	20 ordi	32 Moto 40 Vélo 40 ordi
3. Le nbr de formations dispensées et le nbr de personnes formées	10	0	2	8	10
4. Analyser le fonctionnement organisationnel des différentes directions au SG, IPAPPEL et Ministère Agri appuyées par l'UCAG	Faible	Faible	Faible	Moyen	Bon
5. Evaluer la relation tripartite Central, Déconcentré et Décentralisé	Faible	Faible	Faible	Faible	Bon
6 Evaluer la responsabilité, l'initiative et le plaidoyer des agents de l'état au niveau central et des Provinces.	Faible	Faible	Faible	Faible	Bon

## 2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>9</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1. Analyse et renforcement de la structure organisationnelle des structures identifiées du MAPE au niveau central, décentralisé et déconcentré.				
2. Renforcement des compétences du personnel clé des structures identifiées du Ministère				
3. Amélioration des infrastructures des structures identifiées au niveau central, décentralisé et déconcentré.				
4. Renforcement des capacités technologiques et renforcement des capacités matérielles des structures identifiées au niveau central, décentralisé et déconcentré.				
5. Appui à la coordination des interventions du secteur				
6. Appui à la promotion des thèmes transversaux				

## 2.5.3 Analyse des progrès réalisés

L'étude de base conduite par l'UCAG en 2012, suite à celle portant sur la gouvernance réalisée par la CTB en 2010-2011, a permis d'exprimer clairement que l'administration provinciale avait besoin d'un appui du point de vue matériel et technique pour renforcer ses capacités et exercer ses fonctions régaliennes en se fixant des objectifs. Bien que les provinces aient des besoins en matériel roulant, en mobilier, en formation technique, etc., elles ont essentiellement besoin de s'organiser afin de définir leur plan de travail en se fixant des résultats à atteindre et d'assurer un suivi-évaluation des activités menées sur le terrain et avec les acteurs du secteur agricole. En second lieu, la RDC est dans une période de mise en œuvre d'un processus de décentralisation et instaure des Ministères Provinciaux constitués d'un cabinet de conseillers et d'un Ministre Provincial. Malgré encore l'absence d'une Administration provinciale décentralisée, cette entité politique doit jouer un grand rôle en étroite relation avec l'instance technique qu'est l'IPAPEL. Cependant, les liens et les modes de fonctionnement de travail ne sont à ce jour pas clairement définis.

Donc suite à ces analyses et l'étude de base et afin d'appuyer les instances décentralisées et déconcentrées du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, des ateliers ont été organisés pour l'élaboration de plans d'action annuel et pluriannuel, avec un engagement des différentes parties dans un appui ponctuel et varié, et ceci dans chaque province cible afin que chaque IPAPEL, Ministère et CARG, au départ d'une réflexion participative développe leur propre plan de travail. Ces ateliers ont donné lieu à une meilleure compréhension, des relations opérationnelles entre les autorités provinciales et ainsi œuvrer de façon mieux concertée au développement du secteur de l'agriculture dans chaque province.

Ces plans, comprenant 7 résultats, approuvés en SMCL du 12 Mars 2013, donnent suite à une planification des activités dans le temps pour une réalisation et mise en œuvre. Les

<sup>9</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.



moyens nécessaires, afin de réaliser ces appuis raisonnés et adaptés tout au long de la durée du programme d'appui à mettre en œuvre par l'UCAG, sont budgétisés dans la mesure des moyens disponibles dans le DTF du Projet. L'objet de ces accords d'exécution est donc l'opérationnalisation de cette planification par les acteurs provinciaux pour la période restante de 2013. Il est à noter que ces accords d'exécution n'ont pas pour effet de se substituer au rôle de l'Etat mais bien d'un accompagnement dans la démarche de la décentralisation et de la déconcentration que prônent les autorités nationales de la RDC.

A travers ce contexte cette prestation s'inscrit dans le cadre des activités et résultats du DTF de l'UCAG-MINAGRI. Ceci devrait donc permettre de répondre plus précisément aux résultats quatre et cinq (appui et renforcement des capacités au niveau décentralisé et déconcentré) pour les activités 1 et 2 (Analyse et renforcement organisationnelle et des compétences). Aux termes de ces accords, les résultats suivants sont attendus :

- L'IPAPEL, en collaboration avec le Ministère provincial et les CARG, a contribué à la réalisation d'activités planifiées en 2013 en se référant à ses attributions et tâches;
- L'IPAPEL, comme chef de file, s'engage à mettre en œuvre les activités du plan et à contribuer ainsi à l'atteinte des résultats du plan d'action (de façon immédiate ou avec des effets sur plusieurs années) ;
- Les responsabilités de chaque activité seront attribuées aux bureaux identifiés de l'IPAPEL, Chaque bureau possède un tableau de bord de suivi de ses activités avec des indicateurs de performances.
- Les budgets alloués sont bien gérés de manière transparente et conforme aux modalités d'exécution ;
- L'IPAPEL offre un meilleur service aux acteurs du secteur de l'Agriculture et du Développement Rural

Après plusieurs mois de mise en œuvre au cours de 2013, lors d'échanges avec les différents chefs de bureaux, une analyse sur les difficultés de mise en œuvre des accords d'exécution a été faite pour comprendre les mécanismes de blocage au niveau de la province. Les points ci-dessous ont été évoqués :

- ✓ Changement de l'Inspecteur et changement de Ministre au début de la mise en œuvre des AE (notamment BDD); L'élaboration des AE avait été faite avec d'autres personnes et donc la réflexion et l'appropriation n'était pas la même lors de la mise en œuvre.
- ✓ La mort de l'Inspecteur et du Ministre en cours des AE (aussi dans le BDD en Juillet et Août respectivement) ; Aujourd'hui, il y a deux intérimaires pour reprendre les affaires courantes, mais le leadership et la mise en œuvre des AE n'est pas la même qu'avec un titulaire.
- ✓ Le traitement des urgences demandé aux agents avec Ministre Provincial et National ; Il semble que les agents de l'IPAPEL doivent souvent répondre à des demandes ad-hoc de diverses autorités qui ne facilitent pas la réalisation des AE comme défini dans les planifications semestrielles.
- ✓ Le rapportage financier entre IPAPEL et UCAG + rapportage des activités ; Il existe des délais assez longs entre les dépenses, les justificatifs, le rapportage et

les planifications. Ceci engendre aussi des retards dans le déblocage des fonds et donc un retard dans la conduite des activités.

- ✓ Mauvaise circulation et connaissance des AE au niveau des Chefs des Divisions (anciens Chefs de Bureau) ; Les AE n'ont pas été diffusés par l'inspecteur à ses chefs de divisions et donc une mauvaise connaissance sur le rôle des différentes parties a prêté à un attentisme des uns et des autres. La formation en leadership n'a malheureusement pas apporté les résultats escomptés (gestion, délégation, engagement, etc.).
- ✓ Manque d'appropriation des AE par l'équipe IPAPEL en premier lieu alors que les AE reflètent les mandats d'une Inspection au service du monde agricole.

Le tableau ci-dessous est le fruit de l'évaluation des AE engagés en 2013 faisant une analyse des points forts et des points faibles ainsi que des propositions sur l'état de mise en œuvre des activités et des résultats escomptés par les IPAPEL dans les différentes provinces.

En rapport avec le tableau ci-dessus, le grand constat est que la majorité de province n'a pas encore atteint le niveau voulu ; la mise en œuvre des activités en respectant le chronogramme, le rapportage et la justification des fonds laisse à désirer. Certes la logique des accords veut qu'on puisse continuer avec l'approche pour l'année 2014. Ainsi, pour réussir il serait important de continuer les missions de suivi rapproché avec les acteurs et bénéficiaires sur terrain, ces missions doivent être soutenues par plusieurs séances des travaux et d'exercices pratiques sur terrain. En outre cela revient aussi aux autorités d'être capable de conduire leurs équipes. La formation sur le leadership, organisée à Kinshasa par l'UCAG-Agriculture, où étaient invités les Ministres Provinciaux de l'Agriculture, Pêche et Elevage, les Inspecteurs Provinciaux des IPAPEL et les Directeurs des services centraux était pour les préparer à cet exercice. Cette formation devait les conduire vers plus de compréhension de leadership pour conduire leurs équipes à la réussite des accords et leur permettre de réveiller la conscience de leurs agents dans la réalisation de leurs activités et mandats respectifs, tout en favorisant un nouvel élan dans le développement du secteur agricole

## Points forts et points faibles par rapport aux interventions de l'UCAG en Province

Rubriques		Province			
		Bandundu	Kasaï Oriental	Kindu	Province Orientale
Situation Générale des Accords d'Exécutions 2013 (Rédaction PV, Rapport et Compte Rendu, Pièces Justificatives, Liste des présences etc...)	<b>Points Positifs</b>	Malgré la disparition des autorités Provinciales (mort du Ministre Provincial de l'Agriculture et mort de l'Inspecteur Provincial de l'Agriculture, Pêche et Elevage) de la Province de Bandundu, les agents ont réussi à mettre en œuvre les activités grâce à une planification existante et un fond rendu disponible par l'UCAG-Agriculture.	L'existence d'une planification des activités, un fond alloué pour la première et deuxième tranche, les rôles sont bien clarifiés, une volonté exprimée pour une bonne gestion. La seule province à avoir consommée la deuxième tranche, le rapport pour la première tranche est complet. Format de rapportage bien assimilé et le suivi rapproché par le point focal est efficace.	Les formats des rapports existent. Un grand désir de mettre en œuvre les activités prévues dans les accords, L'existence d'une planification des activités, un fond alloué pour la première tranche, les rôles sont bien clarifiés, une volonté exprimée pour une bonne gestion.	L'existence d'une planification des activités, un fond alloué pour la première tranche. Un grand désir de mettre en œuvre les activités prévues dans les accords, Les formats des rapports existent.
	<b>Points Négatifs</b>	Ces disparitions font que beaucoup d'agents ne maîtrisent pas : les Formats des reportages qui ne sont pas assimilés, pas des lectures approfondies du document des accords d'exécutions. Plusieurs ne comprennent pas le pourquoi des accords et leur finalité. Le suivi rapproché par le Point Focal Provincial doit être renforcé en réexpliquant le rôle du point focal et l'IPAPEL, Retard dans la rédaction des rapports. l'Inspection Provinciale dans la mise en œuvre des accords et	Non-respect des échéances dans la rédaction des rapports. Pas de respects du chronogramme des activités. Une léthargie constatée dans la mise en œuvre et le rapportage des activités pour la deuxième tranche. La motivation des agents est partielle, sauf quelques-uns sont intéressés et concernés dans la mise en œuvre des activités.	Formats des reportages pas assimilés et pas de lectures approfondies du document des accords d'exécutions. Plusieurs ne comprennent pas le pourquoi des accords et leur finalité. Le suivi rapproché par le Point Focal Provincial doit être renforcé en réexpliquant le rôle du point focal et l'IPAPEL, Retard dans la rédaction des rapports, manque de définition claire des liens entre le PFP et l'Inspection Provinciale dans la mise en œuvre des accords et rédaction des rapports, PV et TdR.	Les agents ne sont pas capables de rédiger les rapports après leurs activités, même pour les quelques rapports rédigés le contenu ne sont pas consistants, manque de la matière et pas de cohérence dans les idées. Les TdR très mal rédigés. Une grande léthargie au niveau des responsables des bureaux, Absence de connaissance des rôles de chacun dans l'exercice des accords, l'appropriation est loin d'être réelle. Plusieurs ne comprennent pas le pourquoi des accords et leur finalité. Le suivi rapproché par le Point Focal Provincial n'est pas efficace, Formats des reportages pas assimilés et pas des lectures approfondies du document des accords

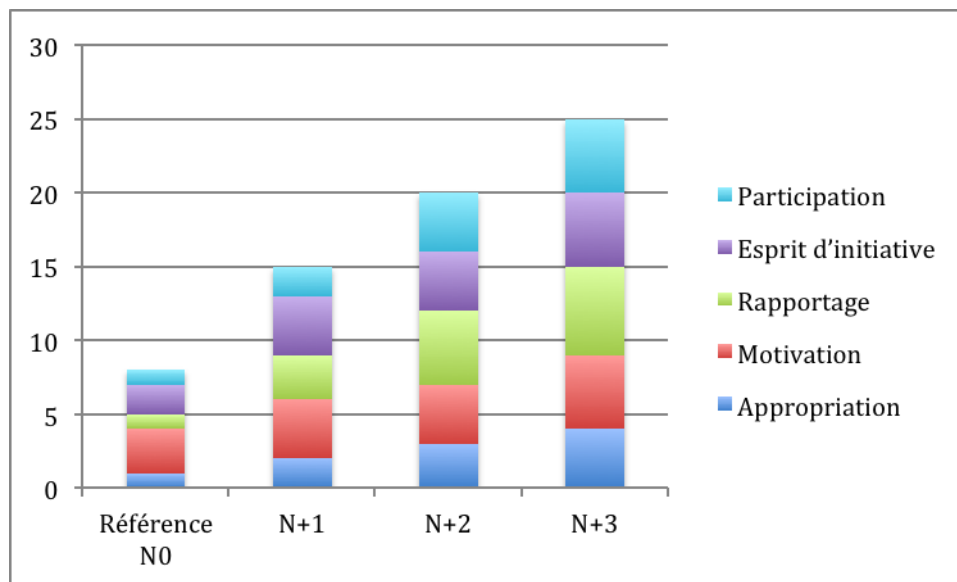
					d'exécutions.
	<b>Suggestion</b>	Lecture des accords. Une ré-explication des accords et leur assister dans la planification et la mise en œuvre des activités pour 2014. Un suivi rapproché avec des exemples plus pratiques pour les amener à une grande et bonne compréhension. Les PFP doit encore une fois de plus jouer son rôle de facilitateur pour permettre une réussite à l'exercice. Continuer un suivi rapproché pour un bon apprentissage et appropriation.	Lecture des accords. Une ré-explication des accords et leur assister dans la planification et la mise en œuvre des activités pour 2014. Un suivi rapproché avec des exemples plus pratiques pour les amener à une grande et bonne compréhension. Les PFP doit encore une fois de plus jouer son rôle de facilitateur pour permettre une réussite à l'exercice. Continuer un suivi rapproché pour un bon apprentissage et appropriation.	Lecture des accords. Une ré-explication des accords et leur assister dans la planification et la mise en œuvre des activités pour 2014. Proposer un canevas de rapportage (mis à part le tableau de rapportage mensuel et annuel des AE, voir annexes accords) et Un suivi rapproché avec des exemples plus pratiques pour les amener à une grande et bonne compréhension. Les PFP doit encore une fois de plus jouer son rôle de facilitateur pour permettre une réussite à l'exercice.	Prévoir un module de renforcement des capacités dans l'élaboration des TdR, des rapports et Un suivi rapproché avec des exemples plus pratiques pour les amener à une plus grande et bonne compréhension. Le PFP doit encore une fois de plus jouer son rôle de facilitateur pour permettre une réussite à l'exercice. Une ré-explication des accords et leur assister dans la planification et la mise en œuvre des activités. Lecture des accords. Continuer un suivi rapproché pour un bon apprentissage et appropriation.

Tout comme l'analyse de l'impact (paragraphe 2.2.3), il est aujourd'hui difficile de pouvoir mesurer les critères de performances surtout sur des aspects qualitatifs. L'UCAG réfléchi et élabore plusieurs outils de mesure qui devraient permettre de faire une meilleure analyse du renforcement des capacités des agents de l'Etat.

Rubriques	Province			
	Bandundu	Kasaï Oriental	Kindu	Province Orientale
<b>Appropriation</b>	Faible	Moyenne	Faible	Pas d'appropriation, cela viendra avec le temps
<b>Motivation</b>	Les agents sont motivés, il leur manque un leadership efficace.	Quelques-uns sont très motivés.	Les agents sont motivés, léthargie chez l'inspecteur Provincial censé être le leader.	Les agents sont peu motivés, Pas de motivation professionnelle chez l'inspecteur.
<b>Rapportage</b>	Retard dans la rédaction des rapports, Rapport incomplet.	Rapport bien rédigé, toute la première tranche consommée et deuxième tranche en cours de consommation.	Retard dans la rédaction des rapports, rapport complet.	Rapport inexistant, et incomplet.
<b>Esprit d'initiative</b>	La volonté existe.	Trop ambitieux.	La volonté existe, manque d'un vrai leader.	Pas d'esprit d'initiative.
<b>Participation</b>	Une forte participation des agents.	Une forte participation des agents.	Faible participation des agents.	Faible participation des agents.

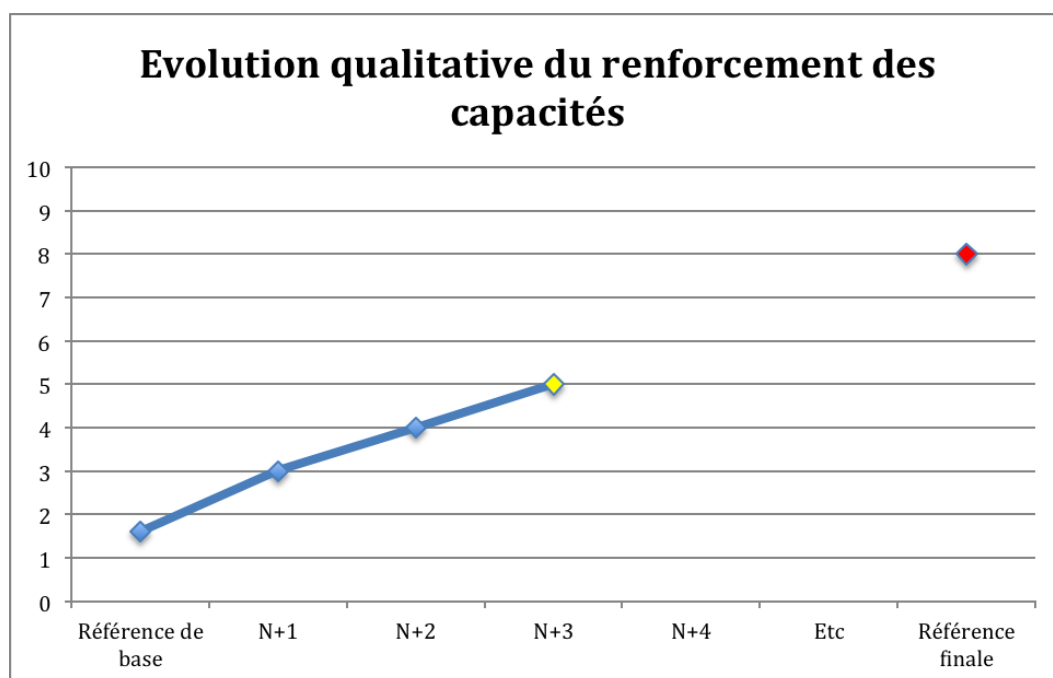
Dans les deux graphes ci-dessous, nous évoquons un suivi avec une notation (1 mauvais et 10 excellent). Le premier graphe résume l'évolution de manière générale avec 5 critères/indicateurs qui permettent d'apprécier la dynamique qui se crée au niveau provincial/central avec la mise en œuvre de ces accords d'exécution et donc l'effet sur le fonctionnement des IPAPEL au cours des années. Aujourd'hui, en date de ce rapport, nous nous situons en N+1 et donc avec l'espoir de tendre vers une amélioration des critères les années suivantes.

### Appréciation du fonctionnement des IPAPEL



Source : UCAG-MINAGRI

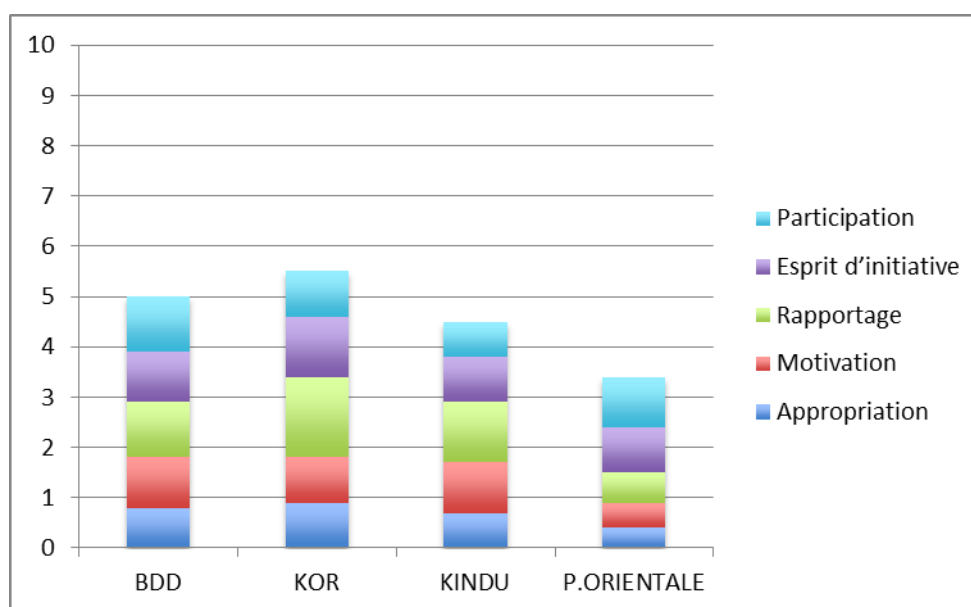
Le deuxième graphe résume l'ensemble de ces critères sous forme d'une moyenne qui montre ainsi l'évolution globale du fonctionnement. Aujourd'hui fin 2013, nous pourrions estimer que nous sommes à la moitié du renforcement des capacités (point jaune) et tendant vers le point rouge en fin de projet. Tout ceci reste encore assez théorique mais ces outils permettent de faire une meilleure analyse et de suivi du renforcement des capacités.



Source : UCAG-MINAGRI

Toujours dans la même dynamique de mesurer le niveau de résultat des AE dans les provinces, le graphe ci-dessous compare l'implication entre les provinces. Les Provinces de Bandundu et du Kasai présentent un niveau de participation et d'appropriation élevé, cela est dû, pour le Bandundu à la prise de conscience des agents après la mort de la Ministre et de l'IPAPEL et de l'appui efficace du Point Focal dans la mise en œuvre des activités des accords d'exécutions. En rapport avec le rapportage et l'appropriation le Kasai Oriental présente un avantage du fait qu'il considère le développement de l'IPAPEL comme un épicycle pour activer le développement du secteur agricole dans la Province, les Autorités Provinciales sont fortement impliquées. Kindu avec son large esprit d'initiative est bloqué du fait que l'Inspecteur (IPAPEL) qui doit être l'acteur principal est beaucoup plus utilisé dans des missions du Gouvernement Provincial, ce qui fait que les activités prennent un certain ralentissement dû à son absence. Il se pose un sérieux problème dans la Province Orientale, manque d'harmonie dans des relations professionnelles entre l'Inspecteur (IPAPEL) et le Point Focal, cela affecte d'une manière générale la réussite des accords dans cette Province.

### **Appréciation de l'implication des IPAPEL dans la mise en œuvre des AE 2013**



Enfin, pour parfaire l'évaluation des AE d'un point de vue financier, les tableaux ci-dessous donnent le montant des sommes engagées, le taux d'exécution des AE par province et par tranche des activités planifiées.

### **Montants globaux des AE 2013**

Province	Budget mis à disposition	Montant Sollicité	Remarque
<b>Bandundu</b>	14.500\$	4.215\$	Une Tranche
<b>Kasai Oriental</b>	14.500\$	9.740\$	Deux Tranche
<b>Maniema</b>	14.500\$	5.325,15\$	Une Tranche
<b>Province Orientale</b>	14.500\$	4.000\$	Une Tranche

**Exécution première tranche**

Province	Montant Sollicité	Montant Dépensé	Solde	Taux d'Exécution	Commentaires
Bandundu	4.215\$	4.215\$	0\$	100%	Bien que le budget soit consommé en grande partie pour chaque province, mais le timing (chronogramme) de la mise en œuvre des activités n'a pas été respecté..
Kasaï Oriental	3.740\$	3.740\$	0\$	100%	
Maniema	5.325,15\$	5.000\$	325,15\$	94%	
Province Orientale	4.000\$	2.780\$	1.220\$	70%	

**Exécution deuxième tranche**

Province	Montant Sollicité	Montant Dépensé	Solde	Taux d'Exécution	Commentaires
Bandundu	0\$	0\$	0\$	0%	Seule la province de Kasaï Oriental était capable de consommer à 100% la première tranche et solliciter la deuxième tranche pour la mise en œuvre des activités prévues dans l'accord d'exécution.
Kasaï Oriental	6.000\$	3.300\$	2.700\$	55%	
Maniema	0\$	0\$	0\$	0%	
Province Orientale	0\$	0\$	0\$	0%	

## 2.6 Performance de l'output 6

### 2.6.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 6</b> : Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorés					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
1. Le nbr de documents publiés (techniques, de vulgarisation), volumes de distribution et taux de réalisation des thèmes prévus.	0	0	2		4
2. Le nbr des activités de communication véhiculant les thèmes transversaux et notamment celui du Genre.	0	0	1	2	4
3. Le nbr d'appui aux projets agricoles en lien avec l'UCAG-MINAGRI et autres UCAG	0	0	2	2	4
4. Estimer le contenu des communications effectuées.	NA	Moyen	Moyen	Bon	Bon
5. Analyser les liens avec les autres thématiques des UCAG MINIDER et EPSP.	NA	Néant	Bon	Bon	Très bon
6. Estimer le suivi du plan de communication.	NA	Mauvais	Mauvais	Bon	Très bon

### 2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>10</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Elaboration d'un plan de communication				
2 Promotions aux thèmes transversaux				
3 Communications pour le développement : Atelier, émissions radio et TV, mission de terrain, publication (affiche, dépliant, roll up, farde), appui aux projets.				
4 Renforcement des capacités : formations				
5 Redynamisation du site WEB				

### 2.6.3 Analyse des progrès réalisés

En 2013, l'expert en communication est parti de l'UCAG comme évoqué au paragraphe 1.4 et donc les aspects de communication n'ont pas été très soutenus au cours de cet

<sup>10</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.



exercice. Toutefois, un programme de communication par l'intermédiaire de radios communautaires pour la diffusion de messages d'information et de sensibilisation sur diverses thématiques liées au développement du secteur de l'agriculture a été élaboré pour produire et concevoir :

- Conception et production de 2 spots de sensibilisation en français, et les 4 langues nationales d'une durée de 30 secondes à raison d'une fois par jour pendant 6 mois. Les contenus de ses spots seront des messages-clés par rapport aux diverses thématiques liées au développement de l'agriculture
- Conception et production d'un spot de sensibilisation en français, et les 4 langues nationales, d'une durée de 60 secondes à raison d'une fois par jour pendant 6 mois. Le contenu du spot sera un ensemble de messages-clés par rapport aux diverses thématiques liées au développement de l'agriculture.
- Conception et production de 20 émissions en français d'une durée de 10 minutes, et diffusion 1 fois par mois durant 6 mois dans les provinces du PIC.

Suite et derrière la conception de ces trois points, un prestataire de service a été retenu pour :

- Proposer une liste des radios qui assureront les diffusions des spots et émissions (nombre de personnes sensibilisées, et zone de couverture) ;
- S'assurer que le renforcement des capacités des agents du Ministère de l'Agriculture soit pris en compte lors de la conception des spots et émissions ;
- Coacher la plateforme de communication du Ministère de l'Agriculture ;
- Mise à disposition, avant le lancement des campagnes agricole, d'un planning de diffusion pour chaque radio communautaire.
- Assurer la diffusion d'anciennes émissions élaborées par le Ministère de l'Agriculture (le nombre sera à déterminer après analyse des thèmes)
- Suivi et monitoring du planning de la campagne sous forme d'un rapport mensuel attestant de la bonne diffusion des spots et communiqués. Le rapport reprendra par radio les dates et heures de diffusion.

Outre ce travail sur les radios, qui commencera en Q1 2014, un nombre de produit a été élaboré comme, un dépliant sur l'UCAG-MINAGRI aux normes CTB, un bulletin d'information sur les activités conduites en 2012-13 (capitalisation) et l'appui à la production sur la Voix du Congo Profond.

Le site Web est aussi opérationnel (depuis fin 2012) et le Ministère a mis une personne responsable pour la maintenance de cet outil de communication. Il est prévu que cette personne se rapproche de celle qui fait la maintenance du site WEB du MINIDER. Cette complémentarité permettrait de faire des liens plus concrets entre les deux secteurs et de faire un renforcement des capacités et des compétences grâce aux échanges techniques entre les deux protagonistes.

Toujours dans un souci de visibilité du projet, mais aussi dans un souci de mettre des outils didactiques en service auprès des bénéficiaires, l'UCAG a produit des agendas 2014, des stylos, des calendriers et des gilets de travail. Ces matériels devraient aider les agents de l'Etat à une meilleure programmation et planification des activités tout en remerciant ces agents pour leur engagement (reconnaissance) de leur travail au quotidien.

## 2.7 Thèmes transversaux

### 2.7.1 Genre

Tout comme pour la communication, l'expert genre a quitté l'équipe UCAG mi 2013. De ce fait, peu d'activités ont été menées lors de l'exercice de cette année. La nouvelle experte a pris fonction en début décembre 2013 et n'est donc pas « opérationnelle » pour conduire de nouvelles/premières activités dans l'immédiat. Toutefois, deux activités principales ont été menées, 1) un atelier pour l'élaboration d'un plan d'action national sur le genre et 2) une brochure « parole de femme » qui sera publiée en 2014.

La première de ces activités a été menée au mois de Novembre conjointement avec VVOB. Cet atelier a permis d'élaborer un plan d'action basé sur les stratégies nationales, les études et les recommandations sur l'insertion des aspects genre dans le secteur de l'Agriculture et de l'Education. Des points focaux provinciaux des différents ministères ont participé aux travaux de l'atelier afin d'être des relais pour la mise en œuvre de ce plan et assurer son suivi.

Pour la deuxième activité, il s'agit de réaliser une suite à la première brochure qui avait été rédigée à l'occasion du 8 mars et qui représentait le portrait d'une dizaine de femmes citadines congolaises et d'autres de nationalités internationales, vivant à Kinshasa.

Les questions posées à ces femmes furent :

1. Qu'est-ce que ça signifie pour vous d'être une femme en 2013 ?
2. Que signifie pour vous le fait d'être une femme en 2013 en RDC ?

Cette petite brochure, une collaboration entre la CTB et la VVOB, a été multipliée en 1000 exemplaires et a été distribuée au travers des organismes, partenaires et projets en lien avec la thématique.

Maintenant une suite sera réalisée avec une deuxième brochure. Cette fois nous nous concentrons sur 11 femmes (une femme par Province) vivant et travaillant dans le milieu agricole. IL est posé 3 questions à une femme représentative du monde rurale (identifiée par VVOB et CTB)

1. Que signifie pour vous le fait d'être une femme dans le Province de XXX?
2. Que signifie pour vous le fait d'être une femme actrice dans le secteur agricole ?
3. Quelle est selon vous la valeur ajoutée de l'éducation dans votre vie quotidienne ?

Une photo de la dite personne sera ajoutée (de préférence la représentant dans son milieu quotidien de travail). Cette publication devrait voir le jour en Q1 2014

### 2.7.2 Environnement

Une mission de la DGD mi 2013 avait fait un état des lieux sur l'ensemble des projets en RDC et notamment avec une attention particulière au projet PRODEPAKK et ASS2&APV3.

Pour l'évaluation sur PRODEPAKK, la mission a relevé les points suivants :

L'intervention se concentre sur des objectifs socio-économiques de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté, en visant entre autre l'amélioration de l'exploitation durable des ressources halieutiques (ce qui présume quelque part une intégration environnementale transversale – en fonction de l'interprétation du terme durable - mais sans établir aucun lien avec la biodiversité par exemple). Les activités menées en lien avec l'environnement concernent l'élaboration d'études et d'analyses sur la composition chimique de l'eau afin de mesurer/prévenir la pollution minière importante dans la région d'intervention (Katanga). Ces études ont été menées par un membre de l'équipe gestionnaire du projet spécifiquement chargé des aspects « environnementaux ». On constate que le volet pêche a été abandonné en faveur du volet pisciculture qui peut être considéré comme une forme d'adaptation à la pollution. Les dysfonctionnements-clés dans le volet pêche ayant conduit à son abandon sont liés aux problèmes de gouvernance dans les secteurs pêche et mines à la fois, à l'ampleur des pollutions minières et des risques socio-sanitaires à long terme qu'elles engagent, ainsi qu'au niveau de la répartition des compétences en matière de gestion de ces secteurs tant sur le plan national que provincial. Dans ce cadre la vulgarisation et la sensibilisation restent les volets les plus problématiques en termes d'effet. Aux nuisances liées à l'activité minière s'ajoute un effet inattendu de l'aide humanitaire – les moustiquaires distribuées gratuitement sont utilisées comme filets de pêche aux mailles très serrées, détruisant ainsi les frayères et oblitérant de manière significative et dangereuse la durabilité de la ressource. Il s'agit donc d'une externalité négative grave des interventions humanitaires dans le secteur de la santé sur le secteur de l'environnement.

Source : Rapport d'évaluation de la coopération belge en matière d'environnement, p.28

Pour l'évaluation sur les projets semences, la mission a relevé les points suivants :

Les deux interventions considérées dans leur lien logique (appui à la production circonscrite dans les stations de l'INERA et appui au secteur semencier dans son ensemble) n'ont pas d'objectifs environnementaux explicites, c'est au niveau des réalisations que des liens avec l'environnement peuvent être établis. Les perspectives d'intégration environnementales entre les deux interventions divergent, dans le sens où le projet d'appui au secteur semencier, plus ancien, intègre de façon plus convaincante les aspects environnementaux (formation des agro-multiplicateurs, choix des sites, anti-OGM etc.). La prise en compte environnementale dans le projet APV est considérée comme allant de soi, c'est-à-dire dans le lien intrinsèque entre l'agriculture et l'environnement (mais du point de vue environnemental l'agriculture est un secteur potentiellement dommageable).

L'amélioration de la production végétale (optimum technique) permet de réduire la pression sur les zones naturelles en augmentant le rendement de la production (conservation des espaces naturels et réduction de l'expansion des cultures agricoles). L'utilisation du compost et de la rotation des cultures joue aussi en faveur de l'environnement. APV a permis d'attirer l'attention des utilisateurs sur l'optimum technique des engrais. Les compostières permettent la relance de la fumure organique (espoir que cette technologie soit adoptée par les producteurs de semences). Ceux-ci qui adopteraient le principe (cacaoyer, palmier à huile), seraient sédentarisés et donc la forêt en serait mieux préservée (rôle indirect de l'INERA). En ce qui concerne l'utilisation des OGM, il n'est pas certain que l'INERA ait la capacité technique de mettre en évidence leur présence. Suite aux réalisations d'APV la problématique des perturbations climatiques est désormais prise en compte de sorte que les améliorateurs de l'INERA sont sensibilisés sur l'importance de la sélection des variétés qui s'adaptent à ces perturbations (consistance et résistances des conditions extérieures).

Le projet d'appui au secteur semencier (ASS) s'est heurté à de grandes difficultés au niveau de la commercialisation ce qui a créé des dysfonctionnements de la filière tout entière au niveau du Katanga (non respect du contrat d'achat de semence par l'Etat). C'est encore une preuve que la gouvernance et les procédures nationales peuvent jouer le rôle de facteurs de blocage à l'expression de l'impact d'un projet, que ce soit son impact général ou environnement). D'autre part et de manière plus périphérique, les formations sur les doses d'application des engrais ont obtenu des résultats satisfaisants. Par ailleurs, le projet a permis d'expliquer les méfaits de la pratique de feu de brousse en vue d'éviter ses conséquences néfastes. Les inspections des cultures ont été saisies et valorisées comme opportunité pour former et sensibiliser les gens à ces aspects environnementaux et à d'autres.

Mise à part cette étude, non menée par l'UCAG, il y a eu une activité conduite par l'expert volant environnement basé au sein de l'UCAG-EPSP. Cette activité était sur une conférence débat au mois de Juin 2013 pour réfléchir sur l'intégration du Genre dans les trois secteurs prioritaire du PIC. Le débat a tourné autour de la question suivante : Que faire pour arriver à « PENSER, MANGER ET PROTEGER ? C'est-à-dire satisfaire les besoins alimentaires des populations actuelles sans compromettre ceux des générations à venir et à la stabilité de l'écosystème mondial.

Pour répondre à cette question et relever ce défi majeur, il faut entre d'autres, recourir à des pratiques agricoles appropriées telles que : la Gestion Intégrée de la Fertilité du Sol (GIFS), un gage pour la stabilité environnementale, la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population mondiale.

La GIFS est une pratique de l'agriculture biologique et de l'agriculture de conservation qui permet la conservation et l'amélioration des ressources naturelles en vue d'une utilisation rationnelle.

En guise de conclusion le débat propose que pour assurer notre sécurité alimentaire, lutter contre la pauvreté et garantir notre bien-être, il faut être capable de léguer aux générations futures une terre en bonne santé, bannir les pratiques négatives telles que l'agriculture sur brûlis et adopter l'approche agro-écologique et l'agriculture familiale.

L'équipe UCAG-MINAGRI s'est rapprochée plusieurs fois de l'Expert Volant Environnement, pour réfléchir ensemble sur des activités concrètes à mettre en œuvre pour 2014 afin d'asseoir un véritable programme pour ce thème transversale si important pour le secteur de l'agriculture.

### 2.7.3 VIH-SIDA

Dans le cadre de la mise en œuvre du DTF de l'UCAG MINAGRI a fait appel à l'Expert Volant VIH-SIDA qui a comme domaines de responsabilité et tâches spécifiques entre autres d'organiser des campagnes de formation et de sensibilisation des partenaires du ministère central, des ministères provinciaux et des équipes des projets.

Pour ce faire, un atelier a été effectué par l'Experte VIH de l'UCAG MINIDER accompagnée de la Chargée de communication de l'UCAG MINAGRI en vue d'organiser 3 journées de sensibilisation et conseil de dépistage volontaire du VIH/SIDA, en faveur de 120 cadres et agents des Inspections provinciales de l'Agriculture, du Développement Rural, de la Division provinciale de l'EPSP, ainsi que 60 membres de leurs partenaires de CARG et CLER du 22 au 27 octobre 2013 à Bandundu ville.

La sensibilisation a été précédée par une journée de préparation avec les responsables des Institutions. Il s'agit de l'Inspecteur Provincial de l'Agriculture, du Développement Rural, du Directeur de Province et Chef de Division du Coordonnateur Provincial ai. de l'Environnement, du chef de Division ai de Genre et Famille, et du Coordonnateur provincial du CARG/Bandundu ainsi qu'avec le Secrétaire Exécutif de PNMLS/Bandundu. L'atelier a permis de :

1. Sensibiliser contre le VIH/SIDA
  - ✓ 30 Agents et Cadres de l'Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage
  - ✓ 30 Agents et Cadres du Développement Rural
  - ✓ 30 Cadres et Agents de la Direction Provinciale de l'EPSP
  - ✓ 15 Agents et Cadres de la Coordination Provinciale de l'Environnement
  - ✓ 15 Agents et Cadres de la Division Provinciale du Genre et Famille
  - ✓ 30 membres de CARG et organisations paysannes ;
2. Conduire 75 personnes sensibilisées au conseil de dépistage volontaire du VIH et les inciter à retirer leur résultat.

## 2.8 Gestion des risques

Le travail ci-dessous est issu d'une concertation sectorielle avec l'ensemble des projets agriculture avec laquelle une réflexion commune avait été menée pour faire le point sur les risques du secteur dans lequel les projets évoluent.

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
R1 : Un grand nombre de personnel du MINAGRIDER sont éligible à la retraite. Même s'il ne s'agit que d'une pension 'théorique' et que par manque de moyens les agents sont obligés de continuer à travailler, il serait souhaitable que la relève soit prévue. De plus ceci engendre un risque certains par rapport aux formations et aux renforcements des capacités que le projet doit mettre en oeuvre.	Février 2012	Externe	Moyenne	Elevé		Assurer la relève avec les Nouvelles Unités en recrutant des nouveaux cadres et agents et les former				En cours
R2 : Une « Loi portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture » a été promulguée au mois de décembre 2011. Cependant, les mesures d'application doivent encore être prises tant au niveau national que provincial. Plusieurs groupes de travail ont été mis en œuvre pour la rédaction des décrets d'application mais ces derniers ne sont toujours pas finalisés et encore moins voté au parlement.	Février 2012	Externe	Moyenne	Moyen		Appuyer les travaux de la commission d'élaboration des mesures d'application de la loi				En cours
R3 : Changement fréquent des autorités politico-administrative sur l'ensemble du territoire (SG,	Janvier 2012	Externe	Elevée	Elevé		Indépendant des projets et d'actions				En cours

Ministre, Directeur, Administrateur de territoire, Gouverneur, etc.)						possibles				
R4 : Non respect des engagements financier et technique du partenaire national et provincial engendrant des difficultés dans l'atteinte des résultats dans la durée du projet	Janvier 2012	Externe	Elevée	Moyen		Exprimer les engagements financiers en nature Dialogue et feuille de route				En cours
R5 : Programme Provinciaux ambitieux par rapport aux difficultés infrastructures, enclavement et logistique pour pouvoir atteindre les résultats en temps réel		Interne	Moyenne	Elevé		Assurer lors de la formulation que les infrastructures et la logistique soient considérées comme un axe majeur dans l'atteinte des résultats  Conduire une étude préalable sur les mesures d'accompagnement à la mise en œuvre des projets (infra, MP, Logistique, M&E)				En cours
R6 : Retard dans la mise en œuvre des programmes financés par la coopération Belge et donc un frein dans l'atteinte du Résultat 2 (ASS2, APV3, PRODAKK, PRODAKOR, PRODADET)	Novembre 2013	Externe	Elevée	Elevé		Appuyer les projets validés en CCQ auprès de l'Inspecteur des Finances				En cours

Suite aux risques concernant le secteur, au niveau de l'UCAG les risques, plus intrinsèques, peuvent se résumer de la manière suivante :

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Renforcement des capacités (au sens large) peu propice aux agents de l'état éligible à la retraite	Q1 2014	OPS	High	High	Very High Risk	Travailler avec les Nouvelles Unités et personnels qui pourront assurer une continuité des activités pendant au moins une décennie	Equipe UCAG	déc-15	Faible et les habitudes persistes	En cours
						<i>Insérer une ligne ici</i>				
Fusion des UCAG MINAGRI et MINIDER	Q1 2014	OPS	Low	Medium	Low Risk	Fusion des toutes les cellules et compréhension communes des responsabilités	Equipe des 2 UCAG	juin-14	Travail de proximité avec tous les chargés de cellule et complémentarité dans les activités	Nouveau
						Appui de la RR	Co-Resp ATI	Mars-14		
						<i>Insérer une ligne ici</i>				
Les réhabilitations, dans le contexte provincial, prennent plus de temps que prévu	Q1 2014	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	S'assurer que pour toutes les constructions il y a un DPO	MP	juin-14	Mission de terrain et communication avec les province	En cours
						Garder l'architecte Avec équipe UCAG			Contrat de 6 mois	
						<i>Insérer une ligne ici</i>				
Changement fréquent des autorités Politico-Administrative sur l'ensemble des provinces (Ministre Provinciaux,	Q1 2014	OPS	Medium	High	High Risk	Travailler plus avec le Directeur de cabinet et les chefs de bureaux des IPAPEL	Coresponsable et S&E			En cours
						<i>Insérer une ligne ici</i>				



Inspecteurs Provinciaux, etc.)										
Retard dans la mise en œuvre des programmes provinciaux	Q3 2013	REP	Medium	High	High Risk	Les DTF bien qu'élaborés dans différent contextes doivent avoir la même structure basé sur le PRODAKK et PRODAKOR afin d'avoir une mise en œuvre similaire entre les provinces et réduire le temps de formulation	BXL	janv-14	Compréhension commune entre terrain et siège afin de faciliter la rédaction et une complémentarité des activités pour un développement cohérent du secteur de l'agriculture	En cours
						<i>Insérer une ligne ici</i>				
Différentes interprétations de la Coresponsabilité et du rôle de l'UCAG vis-à-vis du partenaire	Q42013	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	S'assurer d'une appropriation de toutes les parties et de l'atteinte de manière conjointe.	Co-Responsable	juin-14	Suivre les recommandations de la MTR	En cours
						<i>Insérer une ligne ici</i>				
L'appropriation des Accords d'Exécution par les IPAPEL n'est pas effective	Q4 2103	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Un suivi de proximité par des missions de terrain et une continuité dans les explications des AE en relation avec le mandat IPAPEL	Equipe UCAG	juin-14	Nombre d'activités réalisées et le taux de décaissement du budget des AE	En cours
						<i>Insérer une ligne ici</i>				

### 3 Pilotage et apprentissage

#### 3.1 Réorientations stratégiques

Plan d'action	Source	Acteur	Date limite
Renforcer l'équipe technique UCAG avec un collaborateur supplémentaire pour la cellule Communication	Ministère	Les coresponsables	Q1 2014
Coupler de manière plus systématique la cellule communication de l'UCAG et la plateforme de communication du MINAGRI	Ministère et UCAG	Directeur de la cellule des réformes	Q1 2014
Faire en sorte que les experts volants puissent travailler en équipe afin de renforcer leurs actions et leurs complémentarités d'expertise et domaine d'intervention	Les 3 UCAG	Les experts Genre, VIH-SIDA et Environnement	Q1 2014
Simplification des rapports et des processus de planification et utilisation du MONOP	CTB-BXL	Les coresponsables	Q1 2014
Les outils doivent être plus cohérents avec l'approche programme des différents secteurs (Agriculture, Développement Rural et Education)	DTF- R2	RR, Coresp et Coordonnateur	Q1 2014
Assurer des ateliers de travail entre tous les projets agricultures deux fois par an (Coordination, Partage d'expérience, complémentarité, cohésion, synergie, etc.)		Les coresponsables et ATI programme	Fin Q1 et Fin Q4 2014
Assurer une communication plus rapprochée avec le SG du MINAGRI ainsi qu'avec le RR en dehors des SdS et SMCL programmés	Tout les résultats	Co-Responsables	Au cours de l'année 2014
Faire des réunions hebdomadaires interne à l'UCAG-MINAGRI pour assurer une communication plus fluide et un échange d'information plus accentué	R1	Co-Responsables	Chaque semaine
Fusion des UCAG MINIDER et MINAGRI	DTF et RR	Les coresponsables	Q1 2014
Rapprochement du Ministère National et de son cabinet afin d'appuyer la politique nationale et de créer les liens entre les politiques provinciales et les plans d'actions établis pour les IPAPPEL et les Ministères Provinciaux	R3, R4, R5	Co-Responsables	2014





### 3.2 Recommandations et analyse

Basé sur l'auto-évaluation conjointe faite en Novembre 2103 et une formation sur la théorie du changement avec l'ensemble des UCAG et programmes (bourse et PEE) un travail de réflexion s'est fait pour comprendre les enjeux qui ont été atteint (ou non) donnant lieu à une analyse sur le travail accomplie en fonction de l'objectif spécifique et des résultats attendus par l'UCAG. Le tableau ci-dessus résume ce travail d'évaluation.

Réalisation/Intervention	Reussi					Pas reussi					Causes/commentaires
	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	
l'UCAG stimule la coordination sectorielle et une meilleure planification technico-financière (projets/programmes CTB)											Participation aux MCL, Evaluation, Rapportage, Fiche d'indentification et DTF.
											Suivi intensif, Qualité des rapports, Activités, Planification.
l'UCAG renforce les capacités des acteurs dans les entités centrales, décentralisées et déconcentrées.											Accords d'exécution, Infrastructures, Formations et équipement.
											Reforme de l'administration et moyen de fonctionnement
La coresponsabilité offre une meilleure mise en œuvre des projets par le partenaire et le fait orienter vers une meilleure appropriation (Coresponsabilité Belgo-Congolaise)											60% d'adrest Congolais, prise des décisions, visibilité financière.
											Plus d'engagement et de volonté de deux parties
l'UCAG assure une meilleure gestion et organisation de l'information et de la communication.											
											Infrastructures renouée, cadre de travail fonctionnel, MP, finance disponible.
l'UCAG, d'interne, est fonctionnelle et sert de levier de compétence, de développement organisationnel, infrastructure, matériel et financier.											Plus de gestion et d'appropriation
											Transfert des compétences et des responsabilités.

**Légende**

⋮

	Réussi
	Pas réussi
	Points forts/ réalisations
	Points Faibles/ ce qui reste vraiment à faire pour qu'il ait le résultat escompté.

**Cotation:**

- 1: Réussi à 100%
- 2: Réussi à 75%
- 3: Réussi à 50%
  
- 4: Réussi à 25%
- 5: Réussi moins de 25%

### 3.3 Enseignements tirés

La mise en œuvre des UCAGs a pour but de donner plus poids sur a) les prises de décision, sur b) une mise en œuvre des activités par le partenaire et sur c) une responsabilisation mutuelle dans l'atteinte de l'objectif spécifique. Même si aujourd'hui, les UCAGs n'ont pas encore contribué à toutes les attentes, on peut d'ores et déjà dresser, de manière synoptique, un processus de changement dans l'approche que prônent les UCAGs. Les points évoqués, dans le tableau ci-dessous, pas tous nécessairement centrés sur l'UCAG, doivent être considérés comme cruciaux pour asseoir un développement plus approprié dans le cadre de la déclaration de Paris et des expériences d'hier et du contexte d'aujourd'hui pour un changement plus crédible dans le cadre du développement durable des pays partenaires.

#### Processus de changement

D'Hier	A Aujourd'hui	Pour plus de Changement
De Faire	Au Faire-Faire	Pour une plus grande Appropriation Pour une meilleure implication du partenaire et un plus grande prise de décision
Du Chef de projet	A la Coresponsabilité	Pour un renforcement des capacités et un meilleur équilibre dans l'approche Pour assoir une redevabilité & une meilleure qualité des interventions
De l'Outil infrastructure & Matériel (Hard)	A la combinaison de Hard et d'Outil pédagogique (Soft)	Pour une meilleure approche sectorielle et une complémentarité provinciale
De l'Activité	Au Résultat	Pour mettre en place un accompagnement
Du Projet	Au Programme	Pour une compréhension commune dans la mise en oeuvre
De l'Expertise	A l'Appui-Conseil	Pour une plus grande durabilité et un meilleur pilotage
De l'Autonomie de fonctionnement	Vers un Ancrage institutionnel	
D'une réponse ponctuelle et immédiate	A un processus et plan d'action concerté	

## 4 Annexes

### 4.1 Critères de qualité

<b>1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
			X	
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?</b>				
...	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
X	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>				
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
X	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

<b>2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
			X	
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>				
X	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>				

	<b>A</b>	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	<b>B</b>	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	<b>C</b>	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	<b>D</b>	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>		
	<b>A</b>	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera à l'outcome planifiés.
	<b>B</b>	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
X	<b>C</b>	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	<b>D</b>	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

### 3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B; Au moins un 'C', pas de 'D' = C; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
			X	

#### 3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

	<b>A</b>	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
	<b>B</b>	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
X	<b>C</b>	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	<b>D</b>	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

#### 3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?

	<b>A</b>	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
X	<b>B</b>	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	<b>C</b>	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	<b>D</b>	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

### 4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
<b>Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale</b>		<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
					X
<b>4.1 Durabilité financière/économique ?</b>					
	<b>A</b>	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
	<b>B</b>	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
	<b>C</b>	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
X	<b>D</b>	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
<b>4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?</b>					
	<b>A</b>	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
	<b>B</b>	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
X	<b>C</b>	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	<b>D</b>	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
<b>4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?</b>					
	<b>A</b>	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
	<b>B</b>	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
X	<b>C</b>	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	<b>D</b>	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
<b>4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?</b>					
	<b>A</b>	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
X	<b>B</b>	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			
	<b>C</b>	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.			
	<b>D</b>	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.			

## Critère rapport de résultat en 2012

Critères	Note
Pertinence	B
Efficacité	A



<b>Durabilité</b>	D
<b>Efficience</b>	B

### Critère rapport de résultat en 2013

<b>Critères</b>	<b>Note</b>
<b>Pertinence</b>	C
<b>Efficacité</b>	C
<b>Durabilité</b>	D
<b>Efficience</b>	C

On note une dépréciation des notations entre 2012 et 2013 alors que cela devrait être le contraire. Cette dépréciation des notes est due à une meilleure analyse de la situation/contexte dans laquelle le projet UCAG-MINAGRI évolue. Les critères de durabilités restent clairement identiques en sachant que le rôle et fonction des UCAG ne seront pas reconduits en fin de cycle.

## 4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décisions de la Réunion de la Structure Mixte de Concertation Locale (SMCL) du 12 Mars 2013					Action			Suivi	
N°	Décision	Periode d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
1	La SMCL donne son accord à l'UCAG d'accompagner les différentes structures ciblées dans le processus.	mars-13	PV de la SMCL	UCAG-Agriculture	Réorganiser les structures, mise en place d'un système de planification et de suivi de leurs activités	La SMCL	Toute la durée du projet	Une planification des activités 2013 est mise en œuvre et le système de suivi dans les structures appuyées.	ONGOING
2	Dresser une liste détaillée de tous les marchés publics attribués ou non encore attribués, à annexer au présent procès verbal.	mars-13	PV de la SMCL	UCAG-Agriculture/Cellule MP	Rendre disponibles l'information sur tous les marchés attribués et non attribués	La SMCL	05/09/2013	La liste est mise à disposition de tous les membres de la SMCL	CLOSED
3	L'UCAG s'engage à signer des accords d'exécution lesquels vont permettre une bonne évaluation et un meilleur suivi des plans d'action; ces accords pourraient être signés entre l'UCAG et les inspecteurs en présence de Ministres Provinciaux lors de l'atelier de formation sur le leadership;	mars-13	PV de la SMCL	Sécretariat Général Agriculture, Pêche et Levage UCAG-Agriculture	Elaborer les accords d'exécution et appuyer les structures en équipements (motos, vélos, ordinateurs, livres)	La SMCL	20/04/13	Les accords sont signés et mis en œuvre avec les structures appuyées au niveau Provincial.	CLOSED
4	Renforcer la cohésion avec le cabinet du Ministre pour lui permettre d'être au courant de ce qui se passe au sein du projet.	mars-13	PV de la SMCL	Sécretariat Général Agriculture, Pêche et Levage UCAG-Agriculture	Faire le rapport au cabinet du Ministre et les invités dans les SMCL	La SMCL	5/09/13	Le secrétaire Général de l'Agriculture et le Co-responsable National passe l'information de l'évolution du projet au cabinet du Ministre et plus le cabinet est aussi informé de la SMCL	OPEN
5	Rendre disponible un budget de fonctionnement pour les IPAPEL sur une justification par facture à la fin de chaque mois (carburant, internet, consommable des bureaux). un budget estimatif sera proposé et sera suivi mensuellement par l'Inspecteur Provincial et le Point Focal de l'UCAG-MINAGRI.	mars-13	PV de la SMCL	UCAG-Agriculture	Appuyer les structures concernées avec un frais de fonctionnement	La SMCL	Toute la durée du projet selon l'approbation de la SMCL	toutes les inspections provinciales de quatre provinces dans notre zone d'intervention bénéficient d'un frais de fonctionnement donné par l'UCAG, sous l'approbation de la SMCL	ONGOING
6	Annexer au présent procès verbal, avant signature, le planning financier et celui des marchés publics.	mars-13	PV de la SMCL	UCAG-Agriculture/Cellule Administration et Finance	Rendre disponibles l'information sur le planning financier de toutes les activités du projet	La SMCL	Toute la SMCL	le planning financier et celui des Marchés Publics sont présentés et exposés de la SMCL par les Co-responsables UCAG	OPEN
7	Accélérer les travaux de réhabilitation et de mettre à disposition les outils et matériels afin de permettre aux bénéficiaires de profiter de tous les avantages dus en cours du projet et ainsi assurer un meilleur renforcement des activités.	mars-13	PV de la SMCL	UCAG-Agriculture	le cahier spécial de charge doit être bien élaboré, le processus doit accélérer. attribuer les marchés dans le délai de suivre les activités en respectant le timing.	La SMCL	la durée du projet	les bâtiments sont construits et réhabilités (Bandundu, Kasai), les autres sont en construction dans le Maniema et Province Orientale).	ONGOING
8	L'Aspect communication, information et vulgarisation doit être valorisé pour rendre efficace les actions du gouvernement.	mars-13	PV de la SMCL	UCAG-Agriculture	Elaborer le plan de communication.	La SMCL	Toute la durée du projet	Retard dans la mise en œuvre du plan de communication, du fait de la charge de communication.	OPEN

Décisions de la Réunion de la Structure Mixte de Concertation Locale (SMCL) du 05 Septembre 2013.				Action			Suivi		
N°	Décision	Periode d'identification (jj.mm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
1	Que l'approche accord d'exécution soit ramenée à l'exercice 2014 et 2015 du projet UCAG-AGRICULTURE	sept-13	PV de la SMCL	Secrétariat Général de l'Agriculture, Pêche et Levage UCAG-Agriculture	Elaborer les accords d'exécution avec les Inspections Provinciales de l'Agriculture, Pêche et Levage pour 2014	La SMCL	31/12/14	les accords sont prêts pour être signés.	OPEN
2	Signer un accord d'exécution sous forme des résultats et d'activités (comme pour l'IPAPPEL) pour les services à appuyer au niveau central (SG, DSG, DAPP, SNSA et SNV) et que le Secrétaire Général s'implique personnellement.	sept-13	PV de la SMCL	Secrétariat Général de l'Agriculture, UCAG-Agriculture	Elaborer les accords d'exécution avec les quatre services centraux du Secrétariat Général de l'Agriculture, Pêche et Levage appuyer au niveau central pour l'exercice 2014.	La SMCL	31/12/14	les accords sont prêts pour être signés.	OPEN
3	Que le COMPAR active les descentes du terrain pour le suivi du PIC	sept-13	PV de la SMCL	Le COMPAR	Aucune action n'est envisagée, étant donné que le COMPAR est au dessus de la SMCL	La SMCL	5/09/13	les missions des membres du COMPAR et leurs actions doivent être finies dans la réunion du COMPAR.	CLOSED
4	En rapport avec le fonctionnement des services à appuyer, cela devra s'inscrire à travers la cellule Marchés Publics UCAG qui s'occupe de tous les achats en consommables. Un plafond sera déterminé comme pour les IPAPPEL en fonction des budgets disponibles de l'UCAG.	sept-13	PV de la SMCL	UCAG-Agriculture	la cellule MP doit être occupée pour faire les achats en botanique.	La SMCL	Toute la durée du projet	Quelques achats ont été faits selon la recommandation de la SMCL	ONGOING

### 4.3 Cadre logique DTF

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
	<p><b>Objectif Général</b></p> <p><i>Les capacités du MAPE et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel.</i></p>			
	<p><b>Objectif spécifique</b></p> <p>Les capacités du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Niveau d'implication des structures déconcentrées, décentralisées et centrales dans la gestion des interventions</li> <li>Répartition des fonds consacrés aux structures centrales, déconcentrées et décentralisées en comparaison avec le budget.</li> </ul>	<p>Rapports trimestriels de l'UCAG et des projets sectoriels.</p> <p>PV des instances de coordination et concertation</p> <p>Rapports trimestriels et annuels de l'UCAG</p> <p>Evaluations externes</p>	<p>Chaque ministère émet un arrêté ministériel fixant l'ancrage institutionnel de l'UCAG respective.</p> <p>Les contributions attendues de chacune des parties sont apportées en temps utile.</p> <p>Le climat sociopolitique et/ou sécuritaire n'entrave pas la réalisation des projets / programmes.</p> <p>Le projet attire et retient les ressources humaines requises.</p> <p>Les parties s'entendent sur l'affectation de personnel technique déjà formé aux procédures et outils de la CTB pour un démarrage rapide et sans rupture de qualité.</p> <p>Les ressources affectées à l'UCAG sont stables.</p> <p>Le ministère fait preuve de leadership dans le renforcement des institutions concernées et dans la gestion du programme sectoriel.</p> <p>La répartition du budget favorise à la fois le renforcement aux niveaux national, déconcentré et décentralisé.</p> <p>La coopération belgo-congolaise s'opère dans le respect des modalités prévues, en coresponsabilité et dans un climat de travail favorisant l'efficacité.</p>

AXE 0 : MISE EN PLACE DE L'UCAG				
<b>R1</b>	L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• N. de postes comblés (fonctionnaires, ATI et autres).</li> <li>• N. de marchés passés.</li> <li>• N. et % d'employés féminins dans l'UCAG</li> <li>• N. de manquements aux procédures relevés</li> <li>• N. d'employés ayant complété et réussi la formation initiale</li> <li>• Effectivité du transfert de compétence réciproque</li> <li>• Respect des échéances (documents et rapports)</li> <li>• % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Bonne Gouvernance).</li> </ul>	<p>Effectifs de l'UCAG</p> <p>Rapports trimestriels et annuels.</p> <p>Rapports FIT.</p> <p>Évaluations</p> <p>Évaluations de la performance de l'UCAG (audit organisationnel)</p> <p>Enquête de satisfaction auprès des utilisateurs des services de l'UCAG</p> <p>Date de dépôt des documents de planification, études et rapports prévus.</p>	<p>Des mesures favorisent la dotation rapide des postes au démarrage.</p> <p>Le personnel technique déjà formé est récupéré.</p> <p>Des locaux adéquats sont rendus disponibles et réhabilités.</p>
AXE 1 : APPUI À LA GESTION DES PROJETS				

<b>R2</b>	Les capacités des équipes de projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée avec transfert de compétences au personnel des structures décentralisées et déconcentrées.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Missions réalisées par l'UCAG sur le terrain.</li> <li>• Taux de réussite aux tests à la fin des formations.</li> <li>• N. de personnes des équipes projets formées aux thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant).</li> <li>• Effectivité du transfert de compétence</li> <li>• Utilisation des formations dans le travail quotidien</li> <li>• % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant).</li> </ul>	Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Rapports de mission. Évaluation / audit.	Stabilité des équipes projets. Formation aux thèmes transversaux offerte aux équipes des nouveaux projets dès le démarrage. Approche pyramidale des formations (formation de formateurs).
<b>AXE 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GESTION ET UN APPUI A LA COORDINATION DES INTERVENTIONS DU SECTEUR</b>				
<b>R3</b>	Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes)</li> <li>• Taux de réussite aux tests à la fin des formations</li> <li>• Utilisation des formations dans le travail quotidien</li> <li>• Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien</li> <li>• % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant).</li> </ul>	Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels. Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences Évaluation des appuis et des transferts de compétences.	La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée. Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles. Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international. Les procédures de passation de marché sont appliquées.

<b>R4</b>	Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes)</li> <li>• Taux de réussite aux tests à la fin des formations</li> <li>• Utilisation des formations dans le travail quotidien</li> <li>• Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien</li> <li>• % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant).</li> </ul>	<p>Rapports FIT Budget.</p> <p>Rapports trimestriels et annuels. Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences Évaluation des appuis et des transferts de compétences.</p>	<p>La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée.</p> <p>Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles.</p> <p>Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international.</p> <p>Les procédures de passation de marché sont appliquées.</p>
<b>R5</b>	Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes)</li> <li>• Taux de réussite aux tests à la fin des formations</li> <li>• Utilisation des formations dans le travail quotidien</li> <li>• Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien</li> <li>• % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant).</li> </ul>	<p>Rapports FIT Budget.</p> <p>Rapports trimestriels et annuels. Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences Évaluation des appuis et des transferts de compétences.</p>	<p>La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée.</p> <p>Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles.</p> <p>Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international.</p> <p>Les procédures de passation de marché sont appliquées.</p>

<p><b>R6</b></p>	<p>Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Répartition des productions faites par ministère desservi.</li> <li>• Qualité des productions faites</li> <li>• % des activités de communication véhiculant les thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Lutte contre les antivaieurs)</li> <li>• Taux de réalisation du plan de communication élaboré, par ministère desservi</li> <li>• N. de documents publiés (techniques, de vulgarisation), volumes de distribution et taux de réalisation des thèmes prévus.</li> <li>• Niveau d'audience des émissions de radio.</li> <li>• Taux de réalisation du site WEB</li> <li>• Utilisation du site WEB par les internautes.</li> <li>• % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant).</li> </ul>	<p>Rapports FIT Budget. Rapports trimestriels et annuels UCAG et Plate-forme de Communications Plan de communication Études (audimat) et sondages. Évaluation / audit. Site WEB. Rapport statistique du serveur WEB (clics, pages visitées, etc.).</p>	<p>La Plate-forme de Communications du MAPE dessert aussi le MEPSP et le MINIDER. L'expertise nécessaire est disponible.</p>
------------------	--	--	--	--



## 4.4 Aperçu des More Résultats

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Voir annexe 4.7
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Janvier 2014
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Fin 2015
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	2



## 4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

### Annual Planning vs Actuals (Year to Month) of RDC1015411

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 au niveau du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Élevage**

Planning Version: **2013Q1**

End date last closing : **31/12/2013**

Currency : **EUR**

	Status	Fin Mode	Forecast 2013 (version 2013Q1)	Actual Expenses YtM	Planning vs actuals	% Exec
<b>A L'UCAG EST MISE EN PLACE ET OPÉRATIONNELLE</b>			894,65	902,51	-7,86	101%
<b>01 Affectation progressive de ressources humaines</b>			676,39	681,87	-5,48	101%
01 Assistance technique		REGIE	530,63	532,38	-1,75	100%
02 Coresponsable congolais (primes)		REGIE	10,98	9,62	1,36	88%
03 Staff national contrat CTB		REGIE	61,76	79,21	-17,45	128%
04 Staff national contrat partenaire (primes)		REGIE	73,02	60,66	12,36	83%
<b>02 Frais de fonctionnement</b>			44,00	64,67	-20,67	147%
01 Frais de fonctionnement		REGIE	44,00	64,67	-20,67	147%
<b>03 Réhabilitation et équipement des locaux de l'UCAG</b>			75,00	121,49	-46,49	162%
01 Réhabilitation des bureaux		REGIE	75,00	121,49	-46,49	162%
<b>04 Acquisition du matériel de l'UCAG</b>			20,26	15,12	5,14	75%
01 Véhicules		REGIE	0,00	-0,03	0,03	?
02 équipement IT		REGIE	20,26	15,15	5,11	75%
<b>05 Renforcement des compétences des membres de l'UCAG</b>			40,00	8,33	31,67	21%
01 Formations initiales et continues		REGIE	40,00	8,33	31,67	21%
<b>06 Accompagnement de la mise en place et du bon</b>			33,50	11,03	22,47	33%
01 Manuel de procédure		REGIE	14,50	2,06	12,44	14%
02 Accompagnement du processus de changement		REGIE	19,00	8,97	10,03	47%
		REGIE	1.476,27	1.613,10	-136,83	109%
		COGEST				
		<b>TOTAL</b>	<b>1.476,27</b>	<b>1.613,10</b>	<b>-136,83</b>	<b>109%</b>



## Annual Planning vs Actuals (Year to Month) of RDC1015411

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 au niveau du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Élevage**

Planning Version: **2013Q1**  
 End date last closing : **31/12/2013**  
 Currency : **EUR**

	Status	Fin Mode	Forecast 2013 (version 2013Q1)	Actual Expenses YTM	Planning vs actuals	% Exec
<b>07 Promotion des thèmes transversaux</b>			5,50	0,00	5,50	0%
01 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	5,50	0,00	5,50	0%
<b>B APPUI À L'EXÉCUTION DES PROJETS</b>			86,13	108,22	-22,09	126%
<b>01 Les capacités des équipes de projet sont renforcées</b>			86,13	108,22	-22,09	126%
01 Renforcement des compétences des équipes de projets		REGIE	27,50	6,11	21,39	22%
02 Appui à la gestion des projets sectoriels		REGIE	50,63	101,71	-51,08	201%
03 Appui à la gestion des projets hors secteur (SLA)		REGIE	0,00	0,00	0,00	??%
04 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	8,00	0,40	7,60	5%
<b>C RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION ET APPUI À</b>			477,99	589,22	-111,23	123%
<b>01 Les capacités du Ministère au niveau central sont</b>			70,76	25,23	45,53	36%
01 Analyse et renforcement de la structure organisationnelle		REGIE	7,00	0,11	6,89	2%
02 Renforcement des compétences du personnel clé des		REGIE	14,00	6,87	7,13	49%
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	15,50	0,68	14,82	4%
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	9,26	0,82	8,44	9%
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	9,50	7,76	1,74	82%
06 Appui à la coordination des interventions du secteur		REGIE	6,00	7,47	-1,47	125%
07 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	9,50	1,52	7,98	16%
<b>02 Les capacités des structures déconcentrées du Ministère</b>			195,14	369,26	-174,12	189%
		REGIE	1.476,27	1.613,10	-136,83	109%
		COGEST				
		<b>TOTAL</b>	<b>1.476,27</b>	<b>1.613,10</b>	<b>-136,83</b>	<b>109%</b>



## Annual Planning vs Actuals (Year to Month) of RDC1015411

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 au niveau du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Elevage**

Planning Version: **2013Q1**

End date last closing : 31/12/2013

Currency : EUR

	Status	Fin Mode	Forecast 2013 (version 2013Q1)	Actual Expenses YtM	Planning vs actuals	% Exec
01 Analyse et renforcement de la structure organisationnelle		REGIE	24,00	19,12	4,88	80%
02 Renforcement des compétences		REGIE	22,00	22,72	-0,72	103%
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	65,00	235,01	-170,01	362%
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	3,50	2,36	1,14	67%
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	73,64	79,86	-6,22	108%
06 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	7,00	10,19	-3,19	146%
<b>03 Les capacités des Ministères provinciaux sont</b>			<b>153,46</b>	<b>189,57</b>	<b>-36,11</b>	<b>124%</b>
01 Analyse et renforcement de la structure organisationnelle		REGIE	15,00	16,66	-1,66	111%
02 Renforcement des compétences		REGIE	22,00	24,61	-2,61	112%
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	62,00	108,46	-46,46	175%
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	12,00	10,62	1,38	89%
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	29,46	29,22	0,24	99%
06 Appui à la coordination des interventions du secteur		REGIE	4,00	0,00	4,00	0%
07 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	9,00	0,00	9,00	0%
<b>04 Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la</b>			<b>58,63</b>	<b>5,16</b>	<b>53,47</b>	<b>9%</b>
01 Renforcement des capacités matérielles de la plateforme		REGIE	6,13	0,08	6,05	1%
02 Amélioration des infrastructures		REGIE	15,00	0,00	15,00	0%
03 Renforcement technologique de la plateforme		REGIE	14,00	1,05	12,95	8%
		REGIE	1.476,27	1.613,10	-136,83	109%
		COGEST				
		TOTAL	1.476,27	1.613,10	-136,83	109%



## Annual Planning vs Actuals (Year to Month) of RDC1015411

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 au niveau du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Elevage**

Planning Version: **2013Q1**

End date last closing : **31/12/2013**

Currency : **EUR**

	Status	Fin Mode	Forecast 2013 (version 2013Q1)	Actual Expenses YtM	Planning vs actuals	% Exec
04 Appui à l'élaboration et à la réalisation d'un plan de		REGIE	3,00	0,19	<b>2,81</b>	6%
05 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	6,00	0,85	<b>5,15</b>	14%
06 Communication pour le développement		REGIE	14,50	2,99	<b>11,51</b>	21%
<b>Z MOYENS GÉNÉRAUX</b>			<b>17,50</b>	<b>13,15</b>	<b>4,35</b>	<b>75%</b>
<b>01 Audit et suivi et évaluation</b>			<b>17,50</b>	<b>11,84</b>	<b>5,66</b>	<b>68%</b>
01 Frais de suivi et évaluation		REGIE	7,50	11,84	<b>-4,34</b>	158%
02 Audit		REGIE	0,00	0,00	<b>0,00</b>	?%
03 Backstopping		REGIE	10,00	0,00	<b>10,00</b>	0%
04 Baseline, atelier de démarrage		REGIE	0,00	0,00	<b>0,00</b>	?%
<b>99 Conversion rate adjustment</b>			<b>0,00</b>	<b>1,31</b>	<b>-1,31</b>	<b>?%</b>
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	1,31	<b>-1,31</b>	?%
		REGIE	<b>1.476,27</b>	<b>1.613,10</b>	<b>-136,83</b>	<b>109%</b>
		COGEST				
		<b>TOTAL</b>	<b>1.476,27</b>	<b>1.613,10</b>	<b>-136,83</b>	<b>109%</b>



## 4.6 Rapport Budget Global

## Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of RDC1015411

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 au niveau du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Elevage**

Budget Version : **C1**  
 Currency : **EUR**  
 YTD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2010	Expenses					Total	Balance	% Exec
					2011	2012	2013	2014				
<b>A L'UCAG EST MISE EN PLACE ET</b>			3.634.866,00	0,00	259.595,82	874.420,76	902.519,08	0,00	2.036.535,66	1.598.330,34	56%	
<b>01 Affectation progressive de ressources</b>			2.758.866,00	0,00	150.588,00	688.694,41	681.878,25	0,00	1.501.160,65	1.257.705,35	54%	
01 Assistance technique		REGIE	2.028.000,00	0,00	118.850,98	535.909,40	532.377,99	0,00	1.187.138,37	840.861,63	59%	
02 Coresponsable congolais (primes)		REGIE	61.344,00	0,00	3.535,11	10.184,79	9.624,99	0,00	23.344,89	37.999,11	38%	
03 Staff national contrat CTB		REGIE	261.000,00	0,00	19.428,58	60.151,65	79.210,90	0,00	158.789,13	102.210,87	61%	
04 Staff national contrat partenaire (primes)		REGIE	408.522,00	0,00	8.775,32	62.448,57	60.864,36	0,00	131.888,26	276.633,74	32%	
<b>02 Frais de fonctionnement</b>			205.000,00	0,00	9.080,46	64.217,44	64.666,93	0,00	137.944,83	67.055,17	67%	
01 Frais de fonctionnement		REGIE	205.000,00	0,00	9.080,46	64.217,44	64.666,93	0,00	137.944,83	67.055,17	67%	
<b>03 Réhabilitation et équipement des locaux de</b>			200.000,00	0,00	3.562,76	80.686,75	121.488,95	0,00	205.738,46	-5.738,46	103%	
01 Réhabilitation des bureaux		REGIE	200.000,00	0,00	3.562,76	80.686,75	121.488,95	0,00	205.738,46	-5.738,46	103%	
<b>04 Acquisition du matériel de l'UCAG</b>			151.000,00	0,00	89.671,41	8.280,41	15.121,05	0,00	113.072,88	37.927,12	75%	
01 Véhicules		REGIE	120.000,00	0,00	87.460,00	714,42	-32,52	0,00	88.141,91	31.858,09	73%	
02 équipement IT		REGIE	31.000,00	0,00	2.211,41	7.565,99	15.153,57	0,00	24.930,97	6.069,03	80%	
<b>05 Renforcement des compétences des</b>			200.000,00	0,00	6.713,19	48.429,24	8.334,42	0,00	63.476,85	136.523,15	32%	
01 Formations initiales et continues		REGIE	200.000,00	0,00	6.713,19	48.429,24	8.334,42	0,00	63.476,85	136.523,15	32%	
<b>06 Accompagnement de la mise en place et du</b>			100.000,00	0,00	0,00	3.394,91	11.029,48	0,00	14.424,39	85.575,61	14%	
01 Manuel de procédure		REGIE	30.000,00	0,00	0,00	3.394,91	2.062,22	0,00	5.457,13	24.542,87	18%	
02 Accompagnement du processus de		REGIE	70.000,00	0,00	0,00	0,00	8.967,26	0,00	8.967,26	61.032,74	13%	
<b>07 Promotion des thèmes transversaux</b>			20.000,00	0,00	0,00	717,60	0,00	0,00	717,60	19.282,40	4%	
01 Appui à la promotion des thèmes		REGIE	20.000,00	0,00	0,00	717,60	0,00	0,00	717,60	19.282,40	4%	
<b>B APPUI À L'EXÉCUTION DES PROJETS</b>			420.000,00	0,00	0,00	36.482,74	108.217,22	0,00	144.679,97	275.320,03	34%	
<b>01 Les capacités des équipes de projet sont</b>			420.000,00	0,00	0,00	36.482,74	108.217,22	0,00	144.679,97	275.320,03	34%	
		REGIE	6.500.000,00	0,00	260.264,47	1.021.559,35	1.613.121,01	0,00	2.894.944,85	3.605.055,15	45%	
		COGEST										
		<b>TOTAL</b>	<b>6.500.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>260.264,47</b>	<b>1.021.559,35</b>	<b>1.613.121,01</b>	<b>0,00</b>	<b>2.894.944,85</b>	<b>3.605.055,15</b>	<b>45%</b>	





## Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of RDC1015411

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 au niveau du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Élevage**

Budget Version : **C1**

Currency : **EUR**

YTD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to					Expenses		Balance	% Exec
				2010	2011	2012	2013	2014	Total			
01 Renforcement des compétences des équipes		REGIE	150.000,00	0,00	0,00	6.536,88	8.108,02	0,00	12.644,88	137.355,12	8%	
02 Appui à la gestion des projets sectoriels		REGIE	250.000,00	0,00	0,00	22.526,13	101.705,33	0,00	124.231,46	125.768,54	50%	
03 Appui à la gestion des projets hors secteur		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??%	
04 Appui à la promotion des thèmes		REGIE	20.000,00	0,00	0,00	7.399,75	403,87	0,00	7.803,63	12.196,37	39%	
<b>C RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION ET</b>			<b>2.235.134,00</b>	<b>0,00</b>	<b>688,65</b>	<b>100.322,31</b>	<b>589.238,14</b>	<b>0,00</b>	<b>690.229,12</b>	<b>1.544.904,88</b>	<b>31%</b>	
<b>01 Les capacités du Ministère au niveau central</b>			<b>239.336,57</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>19.384,49</b>	<b>25.242,50</b>	<b>0,00</b>	<b>44.627,00</b>	<b>194.709,57</b>	<b>19%</b>	
01 Analyse et renforcement de la structure		REGIE	29.456,81	0,00	0,00	5.997,30	108,62	0,00	6.105,92	23.350,89	21%	
02 Renforcement des compétences du		REGIE	44.185,21	0,00	0,00	0,00	6.874,96	0,00	6.874,96	37.310,25	16%	
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	29.456,81	0,00	0,00	0,00	681,45	0,00	681,45	28.775,36	2%	
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	22.082,61	0,00	0,00	12.836,67	823,54	0,00	13.660,21	8.432,40	62%	
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	11.046,30	0,00	0,00	0,00	7.762,85	0,00	7.762,85	3.283,45	70%	
06 Appui à la coordination des interventions du		REGIE	92.052,53	0,00	0,00	533,02	7.473,99	0,00	8.007,01	84.045,52	9%	
07 Appui à la promotion des thèmes		REGIE	11.046,30	0,00	0,00	17,50	1.517,10	0,00	1.534,60	9.511,70	14%	
<b>02 Les capacités des structures déconcentrées</b>			<b>1.413.926,80</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>68.402,96</b>	<b>369.269,75</b>	<b>0,00</b>	<b>437.672,72</b>	<b>976.254,08</b>	<b>31%</b>	
01 Analyse et renforcement de la structure		REGIE	117.827,23	0,00	0,00	32.953,39	19.124,19	0,00	52.077,58	65.749,65	44%	
02 Renforcement des compétences		REGIE	176.740,85	0,00	0,00	4.858,78	22.721,88	0,00	27.580,67	149.160,18	16%	
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	957.346,27	0,00	0,00	4.870,12	235.012,16	0,00	239.882,28	717.463,99	25%	
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	29.456,81	0,00	0,00	25.673,34	2.360,00	0,00	28.033,34	1.423,47	95%	
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	73.642,02	0,00	0,00	0,00	79.864,22	0,00	79.864,22	-6.222,20	108%	
06 Appui à la promotion des thèmes		REGIE	58.913,62	0,00	0,00	47,33	10.187,30	0,00	10.234,63	48.678,99	17%	
<b>03 Les capacités des Ministères provinciaux</b>			<b>478.673,13</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11.077,13</b>	<b>189.569,78</b>	<b>0,00</b>	<b>200.646,91</b>	<b>278.026,22</b>	<b>42%</b>	
01 Analyse et renforcement de la structure		REGIE	51.549,40	0,00	0,00	3.174,81	16.658,23	0,00	19.833,05	31.716,35	38%	
		REGIE	6.500.000,00	0,00	280.284,47	1.021.559,35	1.613.121,01	0,00	2.894.944,85	3.605.055,15	45%	
		COGEST										
		<b>TOTAL</b>	<b>6.500.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>280.284,47</b>	<b>1.021.559,35</b>	<b>1.613.121,01</b>	<b>0,00</b>	<b>2.894.944,85</b>	<b>3.605.055,15</b>	<b>45%</b>	



Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 Years) of RDC1015411 Printed on 23/01/2014

page: 2

## Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of RDC1015411

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 au niveau du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Élevage**

Budget Version : **C1**

Currency : **EUR**

YTD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to					Expenses		Balance	% Exec
				2010	2011	2012	2013	2014	Total			
02 Renforcement des compétences		REGIE	103.098,83	0,00	0,00	3.623,43	24.614,00	0,00	28.237,42	74.861,41	27%	
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	198.833,46	0,00	0,00	0,00	108.459,13	0,00	108.459,13	90.374,33	55%	
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	22.092,61	0,00	0,00	4.278,89	10.615,42	0,00	14.894,31	7.198,30	67%	
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	29.456,81	0,00	0,00	0,00	29.223,00	0,00	29.223,00	233,81	99%	
06 Appui à la coordination des interventions du		REGIE	14.728,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14.728,40	0%	
07 Appui à la promotion des thèmes		REGIE	58.913,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58.913,62	0%	
<b>04 Les capacités, le fonctionnement et</b>			<b>103.197,50</b>	<b>0,00</b>	<b>668,65</b>	<b>1.457,73</b>	<b>5.156,12</b>	<b>0,00</b>	<b>7.282,49</b>	<b>95.915,01</b>	<b>7%</b>	
01 Renforcement des capacités matérielles de		REGIE	6.627,78	0,00	0,00	153,27	75,44	0,00	228,71	6.399,07	3%	
02 Amélioration des infrastructures		REGIE	27.983,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27.983,97	0%	
03 Renforcement technologique de la		REGIE	16.937,66	0,00	0,00	125,46	1.052,36	0,00	1.177,82	15.759,84	7%	
04 Appui à l'élaboration et à la réalisation d'un		REGIE	14.728,40	0,00	0,00	0,00	192,10	0,00	192,10	14.536,30	1%	
05 Appui à la promotion des thèmes		REGIE	14.728,40	0,00	0,00	892,58	847,86	0,00	1.740,43	12.987,97	12%	
06 Communication pour le développement		REGIE	22.191,29	0,00	668,65	286,42	2.988,36	0,00	3.943,43	18.247,86	18%	
<b>Z MOYENS GÉNÉRAUX</b>			<b>210.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10.353,54</b>	<b>13.146,56</b>	<b>0,00</b>	<b>23.500,10</b>	<b>186.499,90</b>	<b>11%</b>	
<b>01 Audit et suivi et évaluation</b>			<b>210.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10.292,72</b>	<b>11.838,75</b>	<b>0,00</b>	<b>22.131,47</b>	<b>187.868,53</b>	<b>11%</b>	
01 Frais de suivi et évaluation		REGIE	80.000,00	0,00	0,00	374,28	11.838,75	0,00	12.213,03	67.786,97	15%	
02 Audit		REGIE	80.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80.000,00	0%	
03 Backstopping		REGIE	40.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40.000,00	0%	
04 Baseline, atelier de démarrage		REGIE	10.000,00	0,00	0,00	9.918,44	0,00	0,00	9.918,44	81,56	99%	
<b>99 Conversion rate adjustment</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60,82</b>	<b>1.307,81</b>	<b>0,00</b>	<b>1.368,63</b>	<b>-1.368,63</b>	<b>??%</b>	
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	0,00	0,00	60,82	1.307,81	0,00	1.368,63	-1.368,63	??%	
		REGIE	6.500.000,00	0,00	280.264,47	1.021.559,35	1.613.121,01	0,00	2.894.944,85	3.605.055,15	45%	
		COGEST										
		<b>TOTAL</b>	<b>6.500.000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>280.264,47</b>	<b>1.021.559,35</b>	<b>1.613.121,01</b>	<b>0,00</b>	<b>2.894.944,85</b>	<b>3.605.055,15</b>	<b>45%</b>	



## 4.7 Ressources en termes de communication

### VEHICULES

jeep ford everest 4 x 4 essence	4
motos	32
vélos	40

### EQUIPEMENTS INFORMATIQUES

ordinateur laptop Dell	14
kit ordinateurs fixes	55
grande imprimante	1
imprimantes moyennes couleur	8
imprimantes moyennes noir blanc	5
petites imprimantes	3
scanners plats	5
appareil photo	7
clé modem internet	11
disque dur externe 500 Gb	2
onduleurs 1200 VA	15
appareil caméra	1
rétroprojecteur	6
écran de projection	2

### COMMUNICATION

téléphones	28
thuraya	1

### EQUIPEMENTS

groupe électrogène Visa 60 KVA	1
coffre fort	4
petit coffret à monnaie	4
splits system	3
coupe papier	1
fontaine d'eau takada	1
ventilateur	4
machine à reliure	1
chevalets de conférence	3
destructeur de papier	1
tableaux d'affichage	3

### FOURNITURE MOBILIERS

table rectangulaire	5
table ovale	1
table ronde	1
armoires métalliques	3
bureaux en bois	51

fauteuils en cuir	72
chaises visiteurs en cuir	43
bancs métalliques 3 places	4
étagères type std en bois	15
étagères sur mesure en bois	4
chaises cnnées en bois (kis + bdd)	15
tables en bois pour ordi (kis + bdd)	12
table bureau en bois (kis + bdd)	2
armoire en bois (kis)	1

## 4.8 Liste des indicateurs redéfini en 2012

Résultats	Indicateurs Quantitatifs	Indicateurs Qualitatifs
R1 : Mise en place UCAG	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le % de poste occupé par rapport aux nbr préconisés.</li> <li>% du personnel féminin.</li> <li>Le nbr de formation accomplie et le nombre de personne formée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Evaluer l'esprit d'équipe et son dynamisme.</li> <li>Evaluer les conditions de travail.</li> <li>Apprécier l'utilisation des formations dispensées aux personnels UCAG.</li> </ul>
R2 : Appui aux projets	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le nbr de missions réalisées par l'UCAG et le nbr de projets appuyés.</li> <li>La qualité du suivi budgétaire et financier de la cellule AF de l'UCAG.</li> <li>Nombre de FI, DTF, et prolongation ont été suivi par l'UCAG.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Evaluer la satisfaction des projets de l'appui donné par l'UCAG.</li> <li>Apprécier la qualité sur la planification, le suivi et l'évaluation faite par la cellule PSE de l'UCAG.</li> <li>Evaluer les échanges entre co-responsables UCAG et chef de projet</li> </ul>
R3 : Appui niveau Central	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le nbr d'infrastructures rénovées.</li> <li>La quantité de matériel pour assurer un travail de qualité.</li> <li>Le nbr de formations dispensées et le nbr de personnes formées.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Analyser le fonctionnement organisationnel des différentes directions appuyées par l'UCAG.</li> <li>Apprécier l'utilisation des formations dispensées aux personnels UCAG.</li> <li>Evaluer les relations entre le niveau central et déconcentré.</li> </ul>
R4 : Appui niveau Déconcentré	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le nbr d'infrastructures rénovées.</li> <li>La quantité de matériel pour assurer un travail de qualité.</li> <li>Existence et relevance d'un plan directeur d'activité pour chaque direction du MINAGRI</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Evaluer la responsabilité, l'initiative et le plaidoyer des agents de l'Etat.</li> <li>Analyser le fonctionnement organisationnel des différents services déconcentrés appuyés par l'UCAG.</li> <li>Evaluer les relations entre les services déconcentrés et le niveau central.</li> </ul>
R5 : Appui niveau Décentralisée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le nbr d'infrastructures rénovées.</li> <li>La quantité de matériel pour assurer un travail de qualité.</li> <li>Existence et relevance d'un plan directeur d'activité pour le Ministère de l'Agriculture Provincial</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Evaluer la responsabilité, l'initiative et le plaidoyer des agents de la Province.</li> <li>Analyser le fonctionnement organisationnel des différents services décentralisés appuyés par l'UCAG.</li> <li>Evaluer la relation tripartie Central, Déconcentré et Décentralisé</li> </ul>
R6 : Appui Communication	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le nbr de documents publiés (techniques, de vulgarisation), volumes de distribution et taux de réalisation des thèmes prévus.</li> <li>Le nbr des activités de communication véhiculant les thèmes transversaux et notamment celui du Genre.</li> <li>Le nbr d'appui aux projets agricoles en lien avec l'UCAG-MINAGRI et autres UCAG</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Estimer le contenu des communications effectuées.</li> <li>Analyser les liens avec les autres thématiques des UCAG MINIDER et EPSP.</li> <li>Estimer le suivi du plan de communication.</li> </ul>

## 4.9 Liste des missions effectuées en 2013

### Mission en Q1

N°	DATE	LIEU	NOMS	FONCTIONS	OBJET	Dépôt du rapport mission
1	du 3 au 06 février 2013	Bandundu	Henri LOMBENGA	Financial Officer	Appui aux Projets PRODAKK/PRODEKK	ok
2	du 05 au 08 Février 2013	Kisangani	Justin TSHIPAMBA	Chargé Planification	- Suivi des travaux d'étude de réhabilitation du Bâtiment du Ministère Provincial et de la salle des machines (ordinateurs) à l'IPAPEL. - Renforcement des capacités de l'IPAPEL pour l'élaboration d'un plan de communication provinciale.	ok
			Augustin LUMBA	Collaborateur Planification		
			Bernadette KAMANGO	Chargé Communication		
3	du 03 au 10 mars 2013	Kisangani	François-Xavier KABALA	Comptable Validateur	Appui au projet sectoriel PAIDECO Tshopo, AIMAPE, ASS : inventaire comptable et physique, contrôle ordinaire et préparation de l'audit externe , contact avec les PFP et IPAPEL	ok
			Freddy DUKI MAMBUENI	Comptable AIMAPE		
4	du 16 au 21 mars 2013	Kindu	Justin TSHIPAMBA	Chargé Planification	'faire un chronogramme des activités réalisables pour l'année 2013 et les budgétiser ; se rendre compte de l'avancement des travaux d'étude de réhabilitation et d'aménagement de l'Inspection Provinciale ; organiser la cérémonie de distribution des motos aux différentes structures retenues par l'étude de base,	ok
			Bernadette KAMANGO	Chargé Communication		
			Modeste LUNTALA	Expert, Architecte CTB	Rencontre Ministre Agriculture et inspecteur	

			Dominique LUZAYIDILA	Logisticien	Provincial nouvellement installé; réhabilitation/aménagement cabinet du Ministre, IPEPEL; Mise au point sur le plan d'action, Analyse du fonctionnement interne de l'IPAPEL (R3 du plan d'action)	
5	du 19 au 22 mars 2013	Bandundu	Maurice SCHILL	Coresponsable	Rencontre avec le Ministre de l'Agriculture et Inspecteur Provincial nouvellement installé; Réhabilitation /aménagement cabinet, IPAPEL; Mise au point sur le plan d'action; Analyse du fonctionnement Interne de l'IPAPEL (R3 du plan d'action)	ok
			Henri LOMBENGA	Financial Officer		
			Désiré BATUBENGA	Chauffeur		
6	du 24 au 30 mars 2013	Lubumbashi	Maurice SCHILL	Coresponsable	Préparation de la SMCL PRODEPAAK	ok
					Préparation de la SMCL PRODEPAAK; Rencontre avec les acteurs de l'Administration Provinciale, des OP / ONG en vue de la relance des CARG dans le site du PRODEPAAK (Hinterland de Lubumbashi)	
			Patrick MAKALA	Coresponsable		

### Mission en Q2

N°	DATE	LIEU	NOMS	FONCTIONS	OBJET	Dépôt du rapport mission
1	du 07 au 11 avril 2013	Kasaï-Oriental Mbuji -May	Augustin LUMBA	Collaborateur Planification	faire un chronogramme des activités réalisables pour et les budgétiser; se rendre compte de l'avancement des études entreprises pour l'aménagement du site PMKO; organiser la cérémonie de distribution des motos aux différentes structures retenues par l'étude de base.	ok
			Dominique LUZAYIDILA	Logisticien		
			Modeste LUNTALA	Architecte, Expert CTB		

2	du 10 au 11 avril 2013	Kinshasa	François-Xavier KABALA	Comptable Validateur	Contrôle financier à l'Appui aux Secteurs Semencier ASS	
3	du 14 au 19 avril 2013 /04 au 10 mai	Kisangani	Justin TSHIPAMBA	Chargé Planification	Faire un chronogramme des activités réalisables pour l'année 2013 et les budgétiser; se rendre compte de l'avancement travaux d'études de réhabilitation et l'aménagement de l'Inspection Provinciale; organiser la cérémonie de distribution des motos aux différentes structures retenues dans l'étude de base.	ok
			Bernadette KAMANGO	Chargée Communication		
4	du 02 au 09 mai 2013	Kisangani	Henri LOMBENGA	Financial Officer	Rencontre avec l'Inspecteur Provincial de l'Agriculture; Appui Administratif et financier RDC0709911; mise au point sur le plan d'action; Analyse du fonctionnement interne de l'IPAPEL (R3 du plan d'action)	ok
			Christophe Voegeli	Chargé Administration et Finances		
5	du 07 au 11 mai 2013	Bandundu	Justin TSHIPAMBA	Chargé Planification	- Mise en œuvre des accords , préparation de l'atelier de planification, suivi et évaluation pour la période du 11 au 15 juin 2013 à Kinshasa, organiser la cérémonie de distribution des motos aux différentes structures décentralisées et déconcentrées telles que retenues par l'étude de base.	ok
			Augustin LUMBA	Collaborateur Planification		
			Bernadette KAMANGO	Chargée Communication		
6	du 11 au 15 mai 2013	Kasaï-Oriental	François-Xavier KABALA	Comptable Validateur	Mise en œuvre des accords d'exécution, préparation de l'atelier de planification, suivi et	ok



			Maurice Schill	Coresponsable	évaluation pour la période de 11 au 15 juin 2013 à Kinshasa.	
7	du 11 au 28 mai 2013	Kasaï-Oriental	Patrick MAKALA	Coresponsable	Mise en œuvre des accords d'exécution, préparation de l'atelier de planification, suivi et évaluation pour la période de 11 au 15 juin 2013 à Kinshasa.	ok
	du 14 au 19 mai 2013		Augustin LUMBA	Collaborateur Planification	rejoindre le coresponsable National de l'UCAG MINGRI pour la mise en œuvre des accords d'exécution préparation de l'atelier de planification, suivi et évaluation pour la période de 11 au 15 juin 2013 à Kinshasa. Préparation des éléments pour assurer les processus d'intégration du SENASEM au projet Prodakor,	
8	19 au 22 mai 2013	Kisangani	Justin TSHIPAMBA	Chargé Planification	Mise en œuvre des accords d'exécution, préparation de l'atelier de planification, suivi et évaluation pour la période de 11 au 15 juin 2013 à Kinshasa.	ok
			Bernadette KAMANGO	Chargée Communication		
			Maurice Schill	Coresponsable		
9	du 28 au 01 juin 2013	Kindu	Justin TSHIPAMBA	Chargé Planification	Mise en œuvre des accords d'exécution, préparation de l'atelier de planification, suivi et évaluation pour la période de 11 au 15 juin 2013 à Kinshasa.	ok
			Bernadette KAMANGO	Chargée Communication		
			François-Xavier KABALA	Comptable Valideur		
10	19 au 23 juin 2013	Bandundu	Patrick MAKALA	Coresponsable	Participer à la SMCL de PRODAKK/PRODEKK et suivi des résultats R3 de l'UCAG agriculture	ok
			Makila Gérôme	Chauffeur		
			Maurice Schill	Coresponsable		
11	du 22 au 29 juin 2013	Lubumbashi	Christophe Voegeli	Chargé Administration et Finances	Superviser l'Administration et Finances du Projet PRODEPAK RDC0505411	ok
			Henri LOMBENGA	Financial Officer		

## Mission en Q3

N°	DATE	LIEU	NOMS	FONCTIONS	OBJET	Dépôt du rapport mission
1	Du 03 au 06 juillet 2013	Bandundu	Henri MFWAMBA	Collaborateur Marchés Publics	Suivi des travaux de réhabilitation et de construction du bâtiment du Ministre Provincial de l'Agriculture, Pêche et Elevage à Bandundu Ville, Accords d'Exécution (AE) Appui au fonctionnement des IPAPEL	ok
			Arlette MISENGA	Caissière		
			Modeste LUNTALA	Architecte		
			François-Xavier KABALA	Comptable Validateur UCAG		
			Delphin PEMBA	Chauffeur		
2	Du 14 au 19 juillet 2013	Kisangani	Dominique DEMOL	Chargée Marchés Publics	Suivi des accords d'exécution, suivi des travaux et études de réhabilitation UCAG-AGRICULTURE et projet CTB (PAIDECO, APV3 et ASS2)	ok
			José Zubi	Collaborateur Marchés Publics		
			Modeste LUNTALA	Architecte, Expert CTB		
			Justin TSHIPAMBA	Chargé Planification, Suivi et Evaluation		
			Henri LOMBENGA	Financial Officer		
3	Du 21 au 27 juillet 2013	Lubumbashi	François-Xavier KABALA	Comptable Validateur	Appui au projet RDC 0505411 PRODEPAAK, Suivi des Accords d'Exécutions IPAPEL Kasai Oriental	ok
4	Du 27 au 31 juillet 2013	Kasai-Oriental	Patrick Makala	Coresponsable	Suivi des Accords d'Exécution, suivi des travaux d'étude de réhabilitation du bâtiment PMKO à Mbuji-Mayi,	ok
			Justin TSHIPAMBA	Chargé Planification, suivi et Evaluation		
			François-Xavier KABALA	Comptable Validateur UCAG		
5	Du 29 juillet au 01 août 2013	Bandundu	Modeste LUNTALA	Architecte, Expert CTB	Réception provisoire et partielle des travaux de réhabilitation et de construction	ok

			Henri MFWAMBA	Collaborateur Marchés Publics	du bâtiment du Ministre Provincial de l'Agriculture, Pêche et Elevage à Bandundu	
			Désire BATUBENGA	Chauffeur		
6	Du 13 au 17 août 2013	Kindu	Henri LOMBENGA	Financial Officer	Suivi des Accords d'Exécutions, suivi des caisses, budgets, et des travaux de réhabilitation et aménagement du bâtiment de l'inspection Provinciale de Maniema (Kindu)	ok
			Arlette MISENGA	Caissière		
			Justin TSHIPAMBA	Chargé Planification, Suivi et Evaluation		
7	Du 18 au 21 août 2013	Kisangani	Maurice SCHILL	Coresponsable	Préparation de la SMCL de PAIDECO TSHOPO, suivi des Accords d'Exécution, suivi des activités	ok
			François-Xavier KABALA	Comptable Valideur UCAG		
8	Du 25 au 29 août 2013	Bas-Congo	Matthieu MUKENGE	Chef de Cellule AIMAPE	Représenter l'UCAG-AGRICULTURE à la conférence Agricole provinciale pour le Bas-Congo	ok
			Gérôme MAKILA	Chauffeur		
9	Du 27 au 30 août 2013	Lubumbashi	Maurice SCHILL	Coresponsable	Préparation de la SMCL de PRODEPAAK Lubumbashi suivi des activités	
			Patrick Makala	Coresponsable		
10	Du 27 août au 1 <sup>er</sup> septembre 2013	Mbuji- Mayi	Henri MFWAMBA	Collaborateur Marchés Publics	S'assurer de démarrage effectif des travaux et traiter de tous les problèmes conséquents à ces travaux	
			Modeste LUNTALA	Architecte		
11	Du 08 au 12 septembre 2013	Bandundu Ville	François-Xavier KABALA	Comptable Valideur	Suivi des Accords d'Exécutions, suivi de la mise en œuvre du plan de communication de l'inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage	ok
			Delphin PEMBA	Chauffeur		
			Justin TSHIPAMBA	Chargé Planification, Suivi et Evaluation		
			Patricia MBANDI	Collaboratrice Communication		

12	Du 09 au 12 septembre 013	Bandundu Ville Kikwit	Christophe VOEGELI	Chargé Admin Fin	Analyse des 1 <sup>ers</sup> résultats d'étude de base Agriculture PRODAKK, supervision de l'Administration et Finances du projet PRODEKK et PRODAKK (suivi budgétaire) concertation sur les Accords d'exécution/INERA/SENASSEM, concertation avec des activités en Q3, Q4,	
			Maurice SCHILL	Coresponsable		
			Désiré BATUBENGA	Chauffeur		
13	Du 14 au 18 septembre 2013	Maniema KINDU	Maurice SCHILL	Coresponsable	Suivi des accords d'exécutions, suivi des travaux de réhabilitation et aménagement du bâtiment de l'Inspection Provinciales de Maniema	ok
			Modeste LUNTALA	Architecte		
			Justin TSHIPAMBA	Chargé Planification, Suivi et Evaluation		
14	Du 15 au 19 septembre 2013	Kisangani	José Zubi	Collaborateur Marchés Publics	ouverture et début analyse des offres pour le marché RDC 070991-23, mise à jour du registres Marchés Publics pour le projet PAIDECO Tshopo, suivi situation cautionnement bancaire Marché RDC 0709911-13, suivi dossier occupant maison à réhabilité Marché RDC 1015411 21	ok
15	Du 23 au 28 septembre 013	Bandundu Ville Kikwit	Maurice SCHILL	Coresponsable	Réunion de concertation PRODAKK PRODEKK, seconde analyse des résultats étude de base agriculture, suivi des accords d'exécution avec IPAPPEL Bandundu, suivi de la mise en place de la salle informatique	
			Patrick Makala	Coresponsable		
			Gérôme MAKILA	Chauffeur		
16	Du 25 au 28 septembre 2013	Bandundu	Dominique LUZAYIDILA	Logisticien	Rencontrer les Autorités Provinciales du Ministère de l'Agriculture, Renforcement des équipements informatique déjà fournis à l'IPAPPEL, Appui logistique,	
			Samuel LUAMBA	Chauffeur		

## Mission en Q4

N°	DATE	LIEU	NOMS	FONCTIONS	OBJET	Dépôt du rapport mission
1	Du 01 au 06 octobre 2013	Mbuji- Mayi	Maurice SCHILL	Coresponsable	Suivi des accords d'exécutions deuxième tranche, Présentation du plan du site PMKO et suivi des travaux de réhabilitation des infrastructures de l'IPAPEL.	ok
			Patrick Makala	Coresponsable		
			Justin TSHIPAMBA	Chargé Planification, Suivi et Evaluation		
2	Du 15 au 19 octobre 2013	Lubumbashi	Henri LOMBENGA	Financial officer	Préparation de la clôture du projet PRODEPAAK	ok
3	Du 18 au 22 octobre 2013	Kikwit	Samuel LUAMBA	Chauffeur	Conduire la mission communication DGD CTB à Kikwit	-
4	Du 30 octobre au 02 novembre 2013	Kikwit	Henri LOMBENGA	Financial officer	- Suivi et supervision au Projet de Développement agricole dans les districts du Kwilu et du Kwango (PRODAAK),	ok
			Delphin PEMBA	Chauffeur		
5	Du 30 octobre au 03 novembre 2013	Lubumbashi	Justin TSHIPAMBA	Chargé Planification, Suivi et Evaluation	Préparation de la SMCL de la clôture du projet PRODEPAAK/ Lubumbashi; appuyer l'équipe à la rédaction du rapport final de la clôture du projet	ok
			Patrick MAKALA	Coresponsable		
6	Du 03 au 07 novembre 2013	BDD Kikwit	Modeste LUNTALA	Architecte	- Réception provisoire complète des travaux de réhabilitation et de construction du Cabinet du Ministre Provincial de l'Agriculture et du Développement Rural /Bandundu Ville.	ok
			Henri MFWAMBA	Collaborateur Marchés Publics		
7	Du 04 au 07 novembre 2013	BDD Kikwit	Nadine MANLALA	Expert VIH/SIDA UCAG MINIDER	- Sensibiliser du VIH/SIDA et conseil de dépistage volontaire en faveur des cadres et gents des Inspections Provinciales de l'Agriculture, du Développement Rural, de Division Provinciale de l'EPSP,	ok
			Désiré BATUBENGA	Chauffeur		
			Patricia MBANDI	Collaborateur communication		

8	Du 19 au 22 novembre 2013	Bandundu	Maurice SCHILL	Coresponsable	Suivi des accords d'exécutions, participer à la réunion de la SMCL PRODAKK, suivi des activités du PRODAKK, inauguration les cabinet du Ministre Provincial de l'Agriculture à Bandundu	ok
			Augustin LUMBA	Collaborateur Planification		
			Gérôme MAKILA	Chauffeur		
9	Du 19 au 22 novembre 2013	Kisangani	Modeste LUNTALA	Architecte, Expert CTB	Suivi contrôle et évaluation des travaux, suivi des travaux de réhabilitation et aménagement du cabinet du Ministre Provincial de l'Agriculture, Pêche et Elevage.	ok
10	Du 19 au 28 novembre 2013	Kisangani	Justin TSHIPAMBA	Chargé Planification, Suivi et Evaluation	Suivi des accords d'exécutions, des travaux de réhabilitation et aménagement du cabinet du Ministre	
11	Du 03 au 08 décembre 2013	Mbuji- Mayi	Augustin LUMBA	Collaborateur Planification	Faire une évaluation de l'étude de base et des accords d'exécution, sur base de ladite évaluation, élaborer une planification et un chronogramme des activités réalisables pour l'année 2013, accompagner les Experts chargés d'évaluer le projet ASS (Mbuji-Mayi	
			Benoit NZAJI	Coordonnateur Adjoint SNV		
12	Du 03 au 11 décembre 2013	Kindu	Justin TSHIPAMBA	Chargé Planification, Suivi et Evaluation	Faire une évaluation de l'étude de base et des accords d'exécution, sur base de ladite évaluation, élaborer une planification et un chronogramme des activités réalisables pour l'année 2014	
			Paul MFINDA	Chef de bureau d'Etude et Planification		
13	Du 11 au 15 décembre 2013	Mbuji- Mayi	Modeste LUNTALA	Architecte, Expert CTB	Réception provisoire complète de l'entrepôt SENASEM, Réception provisoire partielle des travaux de l'IPAPEL Mbuji-Mayi	

## 4.10 Liste des ateliers & formations dispensées en 2013

### Atelier

1	4-févr-13	Lancement officiel de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité CFSVA en RDCongo,	Coopération Technique Belge	<b>Justin TSHIPAMBA et Augustin LUMBA</b>	CABINET MINAGRI
2	28-févr-13	Briefing Media		<b>Bernadette Kamango, Justin Tshipamba, Patricia Mbandi, Maurice Schill,</b>	UCAG MINAGRI
3		Atelier sur le Icname	Minagri	bernadette Kamango	Appui UCAG MINAGRI
4	du 26 au 27 mars	Atelier National de validation du plan National d'Investissement Agricole (PNIA) de la RDC		Appui UCAG MINAGRI	Appui UCAG MINAGRI
5	27-mars-13	Réunion du Groupe Thématique 15 (GT15)		Appui UCAG MINAGRI	Appui UCAG MINAGRI
6	Du 27 février au 01 mars 2013	Fonds Belge de Sécurité Alimentaire FBSA		Patrick MAKALA NZENGU	UCAG MINAGRI DAPP Amba Belge
7	du 27 au 28 novembre 2013	atelier genre, préparation des activités 2014	PFG de 4 Provinces/RDC	Patricia MBANDI, Maurice SCHILL	VVOB /UCAG CTB

### Formations générales et spécifiques en informatique

1	15 au 24 février 2013	Journées sectorielles agriculture à Bruxelles		Patrick MAKALA NZENGU, Maurice SCHILL	Siège CTB Bruxelles
2	du 21 au 23 mars	Formation en word 2ème niveau	Tous les membre de l'UCAG	Arlette Misenga, Patricia Mbandi, May Mbezi, Marie Mbombo, Henri Mfwamba,	UCAG MINAGRI
3	du 25 au 29 mars	Web master	Chargés et Collaborateurs de la Cellule commucation	Arlette Misenga, Patricia Mbandi, Mathieu Mukenge, bernadette, Marceline,	Cellule de réforme, Appui PARRSA et UCAG Minagri
4	27 au 29 mars 2013	Formation en word 2ème niveau	UCAG MINAGRI	Justin, Augustin, Clément Muteba, Solange Mutanda, Bernadette, Nawej,	UCAG MINAGRI
5	du 23 au 25 avril 2013	Formation sur la décentralisation	UCAG MINAGRI	Ministres et Inspecteurs Provinciaux	UCAG MINAGRI
6	du 23 au 25 avril 2013	Atelier sur le Leadership	UCAG MINAGRI	Ministres et Inspecteurs Provinciaux	UCAG MINAGRI
7	25 au 26 avril 2013	Excel avancé niveau 1 et 3	UCAG MINAGRI	Nawej, Dominique L	UCAG MINAGRI
8	du 8 du 11 mai 2013	Excel avancé niveau 1 et 3	UCAG MINAGRI	Henri MFWAMBA, Patricia MBANDI	UCAG MINAGRI
9	du 11 au 13 juin 2013	Planification Suivi et Evaluation (formateurs Bouroundais)	Administration Centrale	Directeur, Chef de Division, Points focaux Provinciaux	UCAG MINAGRI
10	du 01 au 05 juillet 2013	Suivi, Evaluation et Apprentissage MDF Afrique Centrale	Cellule Planification, Suivi et Monitoring	justin Tshipamba	UCAG MINAGRI
11	2-déc-13	Formation en communication	Cellule Communication tous les créateurs travaillant avec la CTB	Patricia, Jeanne N'LANDU,	UCAG MINAGRI
12	7/12/13	Formation des chauffeurs		Désiré, Samuel, Jérôme	UCAG MINAGRI
13		Formation en informatique dans le 4 Provinces (Bandundu, Kasai Oriental, Province Orientale et Maniema) en cour d'exécution	Agent des IPAPEL		UCAG MINAGRI
14		Formation en Monitoring opérationnel (MONOP)	Corresponsables UCAG -Cellule Planification	Maurice SCHILL, Justin TSHIPAMBA	CTB

# UCAG-MINAGRI

## Windows

Niveau 1 et 2 du 4 juin au 7 juin					
	PRENOM	NOM	E-MAIL	UCAG/PROJET	CLASSE
1	Ghislaine	NAWEJ	<a href="mailto:ghislaine.nawej@ucag-rdc.org">ghislaine.nawej@ucag-rdc.org</a>	MINAGRI	5
2	Casimir	MAY		MINAGRI	5
Niveau 1 et 2 du 11 juin au 14 juin					
1	Irène	MUIKA		MINAGRI	4
2	Marie	MBOMBO		MINAGRI	4
3	Clément	MUTEBA		MINAGRI	4
Niveau 1 et 2 du 18 au 21 juin 2013					
1	Arlette	MISENGA	<a href="mailto:arlette.misenga@ucag-rdc.org">arlette.misenga@ucag-rdc.org</a>		5
2	Patricia	MBANDI	<a href="mailto:patricia.mbandi@ucag-rdc.org">patricia.mbandi@ucag-rdc.org</a>		5
3	Justin	TSHIPAMBA	<a href="mailto:justin.tshipamba@ucag-rdc.org">justin.tshipamba@ucag-rdc.org</a>		5
Niveau 1 et 2 du 02 au 05 juin 2013					
1	Augustin	LUMBA	<a href="mailto:augustin.lumba@ucag-rdc.org">augustin.lumba@ucag-rdc.org</a>		6
2	Désiré	BATUBENGA			6

## WORD

Niveau 2 du 21 au 23 mars inclus					
	PRENOM	NOM	E-MAIL	UCAG/PROJET	CLASSE
1	Bernadette	KAMANGO	<a href="mailto:bernadette.kamango@ucag-rdc.org">bernadette.kamango@ucag-rdc.org</a>	MINAGRI	1
2	Arlette	MISENGA	<a href="mailto:arlette.misenga@ucag-rdc.org">arlette.misenga@ucag-rdc.org</a>	MINAGRI	1
3	Henri	MFWAMBA	<a href="mailto:henri.mfwamba@ucag-rdc.org">henri.mfwamba@ucag-rdc.org</a>	MINAGRI	1
4	Marie	MBOMBO		MINAGRI	1
5	Casimir	MAY		MINAGRI	1

## WORD

Niveau 2 du 27 au 29 mars inclus					
N°	PRENOM	NOMS	E-MAIL	SECTEUR	
1	Augustin	LUMBA	<a href="mailto:augustin.lumba@ucag-rdc.org">augustin.lumba@ucag-rdc.org</a>	MINAGRI	2
2	Patricia	MBANDI	<a href="mailto:patricia.mbandi@ucag-rdc.org">patricia.mbandi@ucag-rdc.org</a>	MINAGRI	2
3	Solange	MUTANDA	<a href="mailto:solange.mutanda@ucag-rdc.org">solange.mutanda@ucag-rdc.org</a>	MINAGRI	2
4	Ghislaine	NAWEJ	<a href="mailto:ghislaine.nawej@ucag-rdc.org">ghislaine.nawej@ucag-rdc.org</a>	MINAGRI	2
5	Clément	MUTEBA		MINAGRI	2

## Excel

Niveau 2 du 24 au 26 incli avril 2013					
N°	Prénom	Nom	e-mail	SECTEUR	
1	Dominique	LUZAYIDILA	<a href="mailto:dominique.luyadila@btccbt.org">dominique.luyadila@btccbt.org</a>	MINAGRI	1
2	Ghislaine	NAWEJ	<a href="mailto:ghislaine.nawej@ucag-rdc.org">ghislaine.nawej@ucag-rdc.org</a>	MINAGRI	1
Niveau 2 du 8 au 10 incli mai 2013					
3	Henri MFWAMBA	Collaborateur MP	<a href="mailto:henri.mfwamba@ucag-rdc.org">henri.mfwamba@ucag-rdc.org</a>	MINAGRI	1
4	Patricia	MBANDI	<a href="mailto:patricia.mbandi@ucag-rdc.org">patricia.mbandi@ucag-rdc.org</a>	MINAGRI	1

## OUTLOOK

du 15 au 19 JUILLET 2013					
N°	Prénom	Nom	Fonction	e-mail	
1	Arlette	MISENGA (a remplacé Justin)	Caissière	<a href="mailto:arlette.misenga@ucag-rdc.org">arlette.misenga@ucag-rdc.org</a>	
2	Patricia	MBANDI	Collaboratrice Communication	<a href="mailto:patricia.mbandi@ucag-rdc.org">patricia.mbandi@ucag-rdc.org</a>	
du 22 au 26 juillet 2013					
3	Delphin	PEMBA	Chauffeur		
du 04 au 05 septembre 2013					
1	Augustin	LUMBA	Collaborateur M&E	<a href="mailto:augustin.lumba@ucag-rdc.org">augustin.lumba@ucag-rdc.org</a>	
2	Ghislaine	NAWEJ	Secrétaire de Direction	<a href="mailto:ghislaine.nawej@ucag-rdc.org">ghislaine.nawej@ucag-rdc.org</a>	

## Excel

Niveau 2 du 23 au 25 incli octobre 2013					
N°	Prénom	Nom	Fonction	e-mail	
1	Ghislaine	NAWEJ	Secrétaire de Direction	<a href="mailto:ghislaine.nawej@ucag-rdc.org">ghislaine.nawej@ucag-rdc.org</a>	
Niveau 2 du 29 au 31 incli octobre 2013					
1	Dominique	LUZAYIDILA	Logisticien	<a href="mailto:dominique.luyadila@btccbt.org">dominique.luyadila@btccbt.org</a>	
2	Patricia	MBANDI	Collaboratrice Communication	<a href="mailto:patricia.mbandi@ucag-rdc.org">patricia.mbandi@ucag-rdc.org</a>	